distinguer cinq casques. Brusquement des cris : « Wer da ? Halt ! » Je crie à Henri qui est à ma droite : « Weg » (203) et détale vers sa gauche dans une direction à 90° de la mienne.

(...)

Le terrain descend ce qui facilite grandement ma course. Fusillade et hurlements en allemand. Je suis touché au bras gauche mais cela ne mouille pas. Je franchis plusieurs clôtures (...) je franchis un ruisseau, glisse dedans, tombe et perd mon browning. La montée du versant opposé est très pénible. Arrivé presqu'au-dessus, je me dirige vers une masse sombre. Comme je vais y arriver : « Halt ! ». Je vire à gauche de 90° et reçois deux coups de fusils. Je voudrais courir mais je n'en peux plus. Je me trouve longeant un mur, celui du cimetière de Neufchâteau au pied duquel il y a quelques broussailles (...) je m'y tapis (...) Entretemps, j'ai entendu une nouvelle pétarade du côté de l'aérodrome. Des incidents du côté de John peut-être ? C'est Henri, dont j'ignore le sort, qui parvient à s'évader. (...) ».

« Henri », lui, raconte l'aventure à la troisième personne (204). Il court d'abord vers la route en zigzagant, tombe et se retrouve entouré de quatre Allemands ; « ils le fouillèrent, ils prirent son revolver, environ 40.000 frs, tous ses papiers y compris sa carte d'identité ». « Alors ils le questionnèrent en le frappant plusieurs fois pour obtenir une réponse, le conduisirent vers la lampe rouge (...) ».

« Dans le but de gagner du temps », Henri répond aux questions, montre où se trouvent les deux autres lampes... et se trouve finalement en compagnie d'un seul Adjudant qu'il entraîne « environ 100 mètres plus loin que la seconde lampe ». Là « il employa une ruse qu'il connaissait » (205) et parvient à désarmer son gardien. Maintenant, il fuit à son tour sous les coups de feu. Enfin, il atteint un bois puis blessé au bras court pendant 5 ou 6 kilomètres à travers les champs couverts de neige, « par moment roulant sur la neige pour couvrir ses traces ». Il arrive dans un village « (...) et à la dernière porte du village il entra ; il était dans une hutte contenant du bois de chauffage et il barricada la porte ».

Quant au troisième compère, retourné vers la voiture pour y chercher le permis de circulation, il est à son retour « pris dans une violente fusillade venant de tous les côtés à la fois. Etant coupé de Cassart et d'Henri », raconte-t-il, « je suis parvenu à partir du terrain d'aviation où nous étions et à me mettre dans le bois en bordure Ouest du terrain. J'y suis resté pour y attendre les événements lorsque vers minuit l'avion est arrivé » (206).

Car, si nos trois hommes étaient momentanément sauvés, restait l'avion.

D'après le rapport (207) dressé le lendemain par le *Feldkommandant* de Namur, les choses se passent ainsi :

(203) Henri Verhaegen est flamand.
(204) Rapport peut-être dicté, « Présent : Capitaine Dobson », s.d.
(205) L'entraînement au *closed-combat* n'était pas inutile !
(206) « John », rapport du 12 novembre 1942. Il fera 60 km à pied pour regagner Vonêche.
(207) *G.R.M.A.*, T 501, R 96, f 519-522.

23.30. Fusillade sur l'aérodrome.

0.30. Rapport sur la découverte de deux valises ([208]) (...) En même temps le rapport signale que deux civils qui voulaient s'approcher des valises, furent aperçus. L'un d'eux fut arrêté mais s'échappa de nouveau. Un portefeuille contenant une carte d'identité et de l'argent ainsi qu'un pistolet furent enlevés à celui qu'on avait arrêté (...). Le gendarme somma le prisonnier d'indiquer la position des signaux lumineux. Profitant de cette occasion, le prisonnier réussit à s'enfuir. Une rafale dirigée contre lui manqua son but à cause de l'obscurité (...) La poursuite aussitôt entreprise ne conduisit pas à la capture des deux fuyards. Dans le même temps la découverte des signaux lumineux fut signalée. L'ordre fut donné d'allumer les lampes.

(...)

0 h 45. Arrivée de la G.F.P. 739 de Namur (...)

0 h 55. Un avion ennemi survolant Neufchâteau et l'aérodrome. A la suite d'un long mouvement circulaire on suppose que l'avion ne se préparait pas à l'atterrissage et à l'initiative du *Kreiskommandant* on sollicita l'intervention de chasseurs de nuit (...) ([209]).

A 1 h 55, l'avion tournait toujours, car le pilote ne sait quelle décision prendre : il voit le terrain, les lampes correctement placées, mais il manque un signe de reconnaissance, la lettre L — connue du seul chef de mission — qui doit lui être transmise en morse. Et pendant qu'il hésite, Cassart, toujours terré contre le mur du cimetière fulmine :

« Le pilote donne des coups de moteur qui doivent le faire reconnaître (...). Les coups de moteur sont répétés. Je comprends que Dufort s'étonne de ne pas voir l'indicatif. Il n'atterrira donc pas, mais voilà qu'il survole la plaine à basse altitude, ses phares allumés (...) Oh ! ne pas pouvoir l'avertir ! Sauve-toi donc puisque l'indicatif n'est pas là et je lui adresse trente-six noms d'oiseau ! »

Le pilote se décide enfin et se pose près de la lampe rouge ([210]). Selon les Allemands, il sort même de son *cockpit* mais laisse heureusement tourner le moteur. Dès qu'il s'aperçoit d'une présence suspecte, il remonte aussitôt :

« Quand les premiers gendarmes se furent approchés à plus ou moins trente mètres de l'appareil le pilote mit les gaz (...) et à ce moment tous les gendarmes accourus ouvrirent le feu. Plus ou moins cent coups furent tirés et plusieurs coups au but furent obtenus avec certitude, malgré cela l'appareil réussit à s'élever et à s'éloigner en virant vers l'Est » ([211]).

Ainsi, quand la voiture de l'*Abwehr* arrive enfin de Bruxelles — il est 2 h 10 — on peut vraiment dire que le bilan est mince par rapport à ce que

(208) Jean Cassart en a fait, de mémoire un inventaire : notons qu'elles contenaient des documents officiels, des renseignements, des rapports dont un rapport *Benoît*.

(209) Qui n'intervient pas à ce moment car le pilote peut toujours décider d'atterrir, comme ce sera le cas ; le Lysander ne sera pas non plus attaqué au retour, lassitude de ceux qui le guettent ou fausse manœuvre ? Nous n'en saurons jamais rien !

(210) Il ne devrait pas le faire mais c'est un homme courageux et comme me l'écrira Cassart lui-même (1977) : *...le pilote Dufort, courageusement, peut-être aussi avec quelque sympathie indulgente envers ce maladroit de Cassart qui devait avoir oublié le code... atterrit !*

(211) Le pilote parviendra à rejoindre sa base, mais pratiquement exsangue, comme il le confirmera lui-même à Cassart en 1976.

les Allemands pouvaient espérer. La catastrophe a été évitée. Le seul butin — tout de même important — est le contenu des deux valises abandonnées. Elles renferment de nombreux renseignements qui donneront aux Allemands une idée plus précise de l'ampleur du phénomène de Résistance qu'ils déclenchent puisqu'on y trouve trace des divers groupes avec lesquels Cassart se trouve en contact ([212]). Par contre, pas de noms, par là pas d'arrestations possibles. Si Cassart parvient à rejoindre l'Angleterre, rien n'est perdu. Il possède encore un atout : le contact radio qu'il utilisa d'ailleurs pour faire connaître sa déconvenue ([213]) :

> AI ETE PRIS DANS GUET-APENS. AVONS ETE BLESSES. AVONS PERDU VALISES AVEC NOMBREUX DOCUMENTS ET NOS IDENTITES. NOUS SOMMES PARVENUS A AVERTIR NOS AMIS AFIN DE LIMITER LES DEGATS. VIVE ADMIRATION POUR PILOTE (...) ESPERONS QU'IL SERA POSSIBLE ESSAYER OPERATION DE NOUVEAU PLUS TARD. SINON EVACUERONS VERS LA FRANCE CAR DANGER POUR NOS AMIS QUI NOUS CACHENT ([214]).

Une chose est évidente : l'affaire de Neufchâteau n'est pas due au hasard, il y a bien eu guet-apens. Il y a donc un traître qui représente un énorme risque potentiel : les informations qu'il a données ne peuvent venir d'un sous-ordre ; il fallait connaître la date et le lieu du départ de l'avion ; ce n'était pas évidemment un secret de Polichinelle !

⁂

Malgré les patrouilles organisées et les divers contrôles mis en place dans la nuit, Cassart et « Henri » sortent de leurs cachettes respectives au petit matin, évitent les gares importantes et finissent par se retrouver dans le même compartiment du train qui roule vers Bastogne. De là ils gagnent le village de Grand-Halleux où ils savent trouver chez l'Adjudant des Chasseurs ardennais, Emile D., un gîte sûr où ils pourront se reposer et soigner leurs légères blessures.

Le lendemain, l'Adjudant D. part pour Liège et Bruxelles afin de prévenir les principaux intéressés dont les trois chefs de *Luc* (Cauvin et Leclercq qui sont rentrés de Vonêche bredouilles, l'opération *Containers* ayant été annulée par Londres, sans doute pour des raisons « techniques » ([215]), et Bernard, resté dans la capitale).

---

(212) Déclaration d'Otto Weil : *Les documents découverts sur place ont été immédiatement examinés et grâce aux renseignements que (« N ») m'avait donnés concernant le code de Cassart et de (...) je suis parvenu à déchiffrer un document qui établissait le contact du groupe de Cassart avec environ onze services de renseignement différents dont notamment le service « Luc ».*

(213) Télégramme non daté et déchiffré par la *Funkabwehr* (confrontation Weil-« N »), 31-3-1947.

(214) Message copié et déchiffré par la *Funkabwehr* (confrontation Weil-« N ») 31-3-1947.

(215) *Nous étions avec Bob (...), il y avait Georges, il y avait moi, Pierrot L.* (le futur radio du service *Marc*) *et nous devions aller à un parachutage à Vonêche.* (...) *Le souvenir de Vonêche est un souvenir extraordinaire* (...) *l'attente, la nuit entre minuit et deux heures du matin, dans cette prairie toute plate, entourée de bois, où il y avait 20° sous zéro... Et je me souviens qu'on a dansé le « Lambeth Walk »* (...). *On dansait et on chantait sous le clair de lune* (...). Interview Cauvin, 1976.

(...)

Je reçus l'ordre de me rendre immédiatement à Bruxelles pour prévenir le service (...). J'avais également reçu l'ordre de me rendre au domicile de certaines personnes qui devaient faire disparaître les papiers compromettants. Après m'être acquitté de ma mission, je suis rentré chez moi et ai prévenu Mansieur Cassart que mon rapport était déposé à Louvain.

Le lendemain, Monsieur Cassart est parti pour Bruxelles (quoique je lui eusse conseillé de rester chez moi) en passant par Louvain (...) On avait convenu qu'il reviendrait à mon domicile le mercredi suivant (216).

Le jeudi 11, Cassart est à Liège, le 12 à Bruxelles :

« ...où j'arrive à la tombée de la nuit. Je vais directement (...) au quartier Louise, où je compte trouver le Commandant Bernard, l'avocat Cauwin, M. Leclercq et John. Hélas il y a une erreur dans le numéro de la maison ! (...)

Je n'ai pas le choix, c'est Maman qui, le lendemain matin, prendra rendez-vous pour moi avec M. Leclercq, qu'elle verra à son bureau (...) Le rendez-vous est fixé pour 7 h. au café de la Ville de Liège. »

Le 13 décembre il se rend à Louvain... chez « N » ! Il lui demande de prévenir certains agents de Louvain ainsi que de lui rendre un service :

« Dans l'ignorance où je suis du côté dont je dois me méfier, je ne veux plus loger à Bruxelles en aucun des endroits où je l'ai fait jusqu'ici (...) Cependant, pour le cas où je serais un soir en panne à Bruxelles, il me faut un gîte momentané, un repli possible et je pense à Madame J (...). Je voudrais un rendez-vous avec elle. « N » à qui j'explique la chose veut bien le lui demander. Il passe cet après-midi par Bruxelles avant l'heure de fermeture et dira à Madame J que j'aimerais la rencontrer ce soir, à 6 h. 30 au « café de la Ville de Liège ». Je crois ainsi avoir gagné le maximum de temps. »

Il laisse chez « N » l'un de ses revolvers (« N » sait donc qu'il est armé) et emporte le livre-code de « Henri ». Il quitte Louvain pour Malines et y trouve un lieu d'hébergement. A Bruxelles, il descend à la gare du Nord à 6 h 31, il entre à la « Ville de Liège » pour son premier rendez-vous.

On se doute évidemment qu'entretemps « N » n'a pas manqué de profiter de l'extraordinaire occasion qui s'est offerte à lui. « Théo » — car, maintenant, agent officiel de l'*Abwehr* (217), il a droit à un « nom de guerre » — arrange le rendez-vous avec Mme J. et prévient ses chefs, en l'occurrence Weil qui lui avait laissé le numéro de téléphone de son service « où il pouvait me faire appeler sous mon nom de « Walter » *alias* dont je me suis servi dans tous mes rapports avec lui » (218). Quand « N » se manifeste, il est tard, et nous sommes un samedi ; Weil d'ailleurs « allait quitter le service ». Mais « N » annonce « la présence de Cassart » à « La Ville de Liège », rue de Bra-

(216) Voir *infra*, p. 80.

(217) « N » a d'abord reçu quelques milliers de francs, puis un traitement mensuel fixe de 4.500 puis de 6.250 frs, plus les frais et une prime spéciale de 50.000 frs.

(218) Rapport d'interrogatoire Weil, déjà cité.

bant. Il indique exactement la place et donne une description suffisamment précise que pour pouvoir le reconnaître facilement ». Weil décide alors de s'adresser à l'un de ses supérieurs Schellewald ([219]), *Hauptmann*, chef du bureau III f de l'*Abwehrstelle* de Liège, mais qui opère aussi souvent à Bruxelles sous les ordres du Major Möhring :

> « Quelques jours après l'échec de l'entreprise de Neufchâteau (...) Weil m'a téléphoné à mon domicile (...) Je pense que c'était un samedi après-midi, vers 17 h. Il m'a signalé que son agent d'information, c'est-à-dire N... venait de le prévenir que Cassart se trouvait à l'instant même au café « A la Ville de Liège », rue de Brabant. Etant donné que les membres de la G.F.P. avaient l'habitude de profiter du week-end pour prendre du repos, après discussion avec Weil, et vu la difficulté de trouver du personnel disponible à la G.F.P., nous avons décidé de réaliser nous-mêmes l'arrestation. J'avais à ce moment-là précisément chez moi mon beau-frère et l'un de ses camarades, tous deux officiers de la *Wehrmacht* auxquels j'ai demandé de nous accompagner pour nous prêter main-forte en cas de besoin. Nous nous sommes rendus à quatre sur les lieux. Les deux officiers ont d'abord pénétré dans le café et se sont attablés près de la porte d'entrée. Weil et moi nous sommes entrés ensuite. N... avait communiqué à Weil le signalement de Cassart et il lui avait en outre indiqué exactement l'emplacement où il était attablé dans le café en compagnie d'une femme (...) » ([220]).

Cette dame est évidemment M^me^ J. Elle connaît Cassart depuis 1940 alors qu'il lui avait apporté des nouvelles d'amis réfugiés en France non-occupée. Elle l'a revu deux fois en 1941 et depuis est sans nouvelles. Elle a accepté cependant le rendez-vous, qui lui a été discrètement proposé au magasin où elle travaille.

> « Arrivée au rendez-vous [« A la Ville de Liège »] peu avant 6 h 30 je fus rejointe presqu'aussitôt par le capitaine Cassart qui me dit avoir de gros ennuis (...) Il me demanda dans quelle mesure il pouvait compter sur mon aide s'il se trouvait un soir sans gîte à Bruxelles (...) Je lui donnai mon adresse (...) Nous venions de convenir d'un coup de sonnette particulier qui me le fasse reconnaître lorsque deux Messieurs en civil dont nous n'avions pas remarqué l'entrée saisirent brusquement le capitaine aux poignets et à l'épaule en disant : « Vous êtes arrêté » ([221]).

Cassart est évidemment plus attentif aux allées et venues ; il n'en est pas, oh combien !, à son premier rendez-vous clandestin et maintenant il se sait traqué ; pourtant :

> « (...)
>
> Elle agrée bien gentiment à ma demande ; entretemps deux Allemands en tenue sont venus s'installer à la table à notre droite, puis deux civils sont venus à celle de gauche, je n'y ai pas prêté attention et brusquement l'un d'eux me saisit par les poignets en disant : « Monsieur, vous êtes arrêté ». Instantanément tout me paraît clair : N... ! Tandis que les deux Allemands en tenue se sont levés, un civil plonge immédiatement la main dans la poche droite de mon manteau, en retire un browning en disant : « Je m'en doutais ».
>
> La partie est perdue, il n'y a plus qu'à payer. »

(219) Né dans la Warthe le 18-11-1883, Docteur en Sciences économiques, directeur commercial, campagne 1914-18 comme officier, passe à l'*Abwehr* en 1939.

(220) Interrogatoire Schellewald, 18-4-1947.

(221) Déclaration M^me^ J., 5-1-1945.

Mais il reste le second rendez-vous, celui qu'il a donné à Leclercq et Cauvin à 7 heures au même endroit, ce qui est évidemment une grave erreur, mais le temps était compté et les déplacements dangereux. Heureusement « N » ignorait tout de cette seconde rencontre et quand Leclercq, peu avant 7 heures, pénètre dans le café, il voit Cassart entouré et va prendre une bière à une autre table. Cauvin entre à son tour et décrit la scène avec la précision et le sens de l'image du véritable professionnel du cinéma qu'est cet avocat de formation.

> « ...J'arrive devant le café où Georges était déjà entré depuis quelques minutes parce que j'avais un peu cafouillé avec mes clefs voulant être tout à fait certain que la voiture était fermée puisque nous devions partir après ce rendez-vous pour aller nous mettre au vert pendant quelques jours. Derrière le tourniquet, il y a un rideau. On est tout à coup dans un éclairage brutal. Je suis figé sur place... Je vois devant moi un café rectangulaire. Au bout à droite le comptoir, une fille derrière le comptoir, un garçon appuyé sur le comptoir de l'autre côté, face à la fille, bouche ouverte, à gauche toute une série de tables et dans le fond une porte donnant aux lavatories. Et dans ce café, tout de suite à gauche, en tournant mon regard vers la gauche, il y a un homme assis, c'est Georges Leclercq. Et à trois tables de lui... quatre ou cinq tables plus loin, une femme de dos, Cassart entouré de deux ou trois militaires allemands. C'est à ce moment-là que j'ai eu ce choc (...) Les Allemands ne prononçaient pas un mot. C'était le silence, on aurait entendu une mouche dans cet établissement. Le garçon était figé à son comptoir. La bonne femme avait l'air horrifié. C'est bien simple, c'était une photo qu'on aurait pu prendre où il n'y avait absolument aucun mouvement. (...) » (222).

Malgré le choc, les deux chefs de *Luc* ne perdent heureusement pas leur sang-froid. Cauvin va rejoindre Leclercq et se met, dans le lourd silence ambiant, à lui parler... achat et vente de sardines. Les Allemands n'ont pas le réflexe qui semblerait normal, celui de vérifier leurs identités — peut-être des soldats, plus habitués que des officiers à ce genre d'arrestations, l'auraient-ils fait ? — et quittent l'établissement avec leurs prisonniers (223). Quand, peu après, ils découvriront la voiture portant le n° 444 (également signalée avant Neufchâteau par « N ») (224), il sera trop tard ; Leclercq et Cauvin sont repartis à pied !

Pour Jean Cassart, la roue a tourné, tout au moins momentanément. Cependant, en raison de son attitude exemplaire lors des interrogatoires, aucune arrestation n'aura lieu au sein du service *Luc,* dont les responsables ont d'ailleurs cette fois eu la « chance » d'assister à l'arrestation : tout le monde sera donc prévenu dans les meilleurs délais.

Pour Leclercq et Cauvin, le terrain est cette fois définitivement brûlé ; Bernard, John Mahieu et leurs épouses tout aussi compromises ont déjà quitté Bruxelles le lundi 15 (225). La situation de Cauvin est particulièrement criti-

(222) Interview Cauvin, mars 1977.
(223) Mme J. sera libérée le 26 juin 1942.
(224) Il s'agit d'une voiture immatriculée au nom de l'Allemand Karel Druschky.
(225) Leclercq et Cauvin partiront le 27 janvier 1942.

que car des lettres mentionnant son nom seront découvertes dans la voiture qui les avait amenés au rendez-vous. Ils « s'occultent » donc en attendant le moment du départ pour la France.

Mais « N » n'est toujours pas démasqué. Il est chargé par ses « employeurs » de rester en contact avec les agents de *Luc* qu'il connaît. Le but n'est pas de les arrêter immédiatement, ce que ferait sans doute la « Gestapo » (*Sipo-SD*). Pour l'*Abwehr* et sa police, la G.F.P., cela peut attendre : il y a mieux à faire. Il faut retrouver le radio. Deux agents s'y mettent d'ailleurs, l'un ignorant l'existence de l'autre, « Théo » (« N ») que nous connaissons bien et « Rougeron ». Tous deux gravitent autour des agents de S. à Louvain ([226]). Finalement, « N » découvre la retraite de Grand-Halleux. « Rougeron » reconnaît les lieux et la G.F.P. décide de procéder aux arrestations de « Henri » et de son hôte, l'Adjudant D., le 17 janvier, c'est-à-dire le jour même pour lequel Cassart avait annoncé son retour ([227]). Depuis peu « Henri », par mesure de précaution, ne loge plus à Grand-Halleux, mais non loin de là à Arbre-Fontaine. D. est donc seul chez lui. Il se lève quand on sonne à la porte. Croyant qu'il s'agit de Cassart, il ouvre et se trouve nez à nez avec un Capitaine et trois sous-officiers qui se mettent à fouiller la maison, le grenier, puis les mansardes, la chambre préparée pour Cassart...

> « (...) Lorsque nous arrivâmes sur le palier, l'officier me demanda « Quelle est cette chambre ? » Je lui répondis : « C'est la chambre de ma femme, elle est encore au lit, mais veuillez entrer ». Il ne voulut pas entrer. Toutefois, j'entrai dans la chambre (...) Je pris mon revolver et le chargeai.
>
> (...)
>
> Revenu sur le palier, tenant mon revolver pressé contre mon pantalon, je vis mon fils placé au milieu d'eux (...)
>
> L'officier se trouvait le dos tourné, le nez contre la porte de la salle de bain (où se trouvait le poste émetteur) qui était fermée : il attendait qu'on lui remit la clé. De l'autre côté de mon fils se trouvaient les trois sous-officiers. Lorsque je me trouvai au milieu d'eux, l'officier me demanda : « Qu'est-ce qu'il y a là-dedans ? » Je le regardai (...) et je tirai ma première balle qui l'atteignit sous l'œil gauche. Je me tournai à droite et tirai encore trois fois ; deux sous-officiers touchés au cœur tombèrent foudroyés. Toutefois le troisième voulut se sauver en se réfugiant dans la chambre de M. Cassart. Mais il trébucha du pied, chancela et tomba puis se mit à genoux en levant les deux mains en l'air comme pour se rendre ; je lui tirai à ce moment une balle dans le foie (...) » ([228]).

D. entre alors dans la salle de bain, détruit le poste, descend à toute allure et, des sentinelles étant placées devant sa porte, parvient à s'échapper par le soupirail de la cave à charbon et court à la rencontre de « Henri ».

---

(226) « Théo » dépend de Weil, « Rougeron » de Schellewald ; soit de deux responsables du même département de contre-espionnage. Mais le cloisonnement est tellement poussé que les deux « Hommes de confiance » ne se connaissent pas ; ...ils finiront par se dénoncer réciproquement à leur chef respectif ! On ne dira jamais assez combien le manque de coordination, même à l'intérieur d'une même police sera favorable aux résistants.

(227) Voir *supra*, p. .

(228) Rapport d'activité, 17 janvier 1942.

Tout est fini maintenant. Cassart arrêté, les « trois *Luc* » évadés, il ne reste plus qu'à *faire* prévenir Londres par un autre poste ([229]), le 20 :

> AI ETE PRIE VOUS TRANSMETTRE MESSAGE SUIVANT. POUR WAR OFFICE POUR GENERAL DE VICTOR ([230]). JACQUES ARRETE BRUXELLES. AVERTI GROUPEMENTS QUI FERONT IMPOSSIBLE POUR LIBERATION (...) VICTOR MENACE MAIS SAUVE APRES QUATRE ENNEMIS ABATTUS MAIS PERDU POSTE DEMOLI. CODE CLEFS DECOUVERTS PAR ENNEMI. DEMANDE LISETTE POUR DEUX MOIS (...) AERODROMES ABANDONNES SONT SURVEILLES. SI PAS LISETTE TACHERAI PARTIR PAR FRANCE MAIS TRES DIFFICILE.
>
> ⁂
>
> (...)

Tel est le dernier message de la mission *Hireling*. Avant de tenter d'en dresser le bilan, voyons comment ces événements dramatiques sont présentés par la *Geheime Feldpolizei* dans ses rapports d'activité bi-mensuels et, plus particulièrement, dans celui qui couvre la période du 15 au 31 décembre 1941 ([231]). Cela nous apprendra quelque chose sur le fonctionnement des polices allemandes.

Comme d'habitude le chapitre II traite des événements importants intéressant la police de sécurité (*Wichtige sicherheitspolizeiliche Ereignisse*). On y trouve trace de la capture manquée de Grand-Halleux, le rapport mentionnant que le *Feldpolizeisekretär* Hillebracht du groupe 648 a été abattu tandis que trois auxiliaires de la *Feldpolizei* étaient « sérieusement blessés ». Le coupable s'est enfui « et bien que tous les moyens de poursuite aient été immédiatement mis en œuvre, il n'a pas encore été trouvé ». Aussi son nom, son signalement et sa photographie figurent-ils dans les avis diffusés par l'Office central de recherche pour les territoires occupés de France, de Belgique et de Hollande ([232]). Il est *wegen Mordes gesucht*.

Dans toute cette affaire, *Abwehr* et G.F.P. ne jouent pas un rôle très glorieux. Mais on ne peut tout de même pas passer sous silence une ou plusieurs morts comme on a escamoté toute l'affaire de l'atterrissage de Neufchâteau pour laquelle *aucune* allusion n'apparaît dans le rapport couvrant la première moitié de décembre !

L'arrestation de Cassart est, elle, annoncée dans le chapitre III qui traite des affaires de contre-espionnage. On peut y lire page 8 :

> ...Le 13 décembre l'ancien officier belge Jean Cassart, né à Anvers le 2 juin 1906, a été arrêté sous présomption d'espionnage. Cassart a été trouvé en possession d'une grande quantité de documents à charge ([233])

(229) Non identifié, sans doute s'agit-il encore d'un radio de *Clarence*.
(230) Phrase de détresse, « Victor » désignant alors Henri, « Jacques » Cassart.
(231) *Archives Alexandria*, T 501, R 108, f 346-394.
(232) *MELDEBLATT der Fahndungszentrale für die besetzten Gebiete in Frankreich, Belgien und Holland*, n° 75, 3 janvier 1942.
(233) *Umfangreiches Belastungsmaterial*.

d'après lesquels on peut supposer un grand nombre de collaborateurs. Ces pièces contiennent entre autres des documents sur les installations de la *Wehrmacht*, des unités de l'armée et des aérodromes. On suppose que le représentant d'une firme allemande a également fourni à cette organisation des renseignements relatifs aux activités de son entreprise. Au cours d'une action ultérieure plus importante (234) quatre membres de cette organisation d'espionnage ont été arrêtés. Les recherches continuent.

Suivent alors deux paragraphes qui n'ont strictement aucun rapport avec le précédent (l'un concerne une action à Evere, l'autre à Vilvorde). Enfin, dans un quatrième paragraphe, l'auteur du rapport revient sur l'affaire de Grand-Halleux sans préciser ni qu'elle est évoquée dans un autre chapitre ni qu'elle est en rapport direct avec l'arrestation de Cassart :

(...)

Un mandat d'amener a été lancé par l'*Abwehr Belgien* dans une affaire d'espionnage en cours à l'encontre d'un radio télégraphiste en fuite dont la présence a été signalée dans le village de Grand-Halleux (...) Au cours de la perquisition qui a eu lieu ensuite, une installation complète d'ondes courtes a été découverte et saisie. On n'a toujours pas pu mettre la main sur le radio télégraphiste.

On voit comment ces rapports doivent être lus avec prudence et comment, effectivement, les destinataires (235) étaient peu ou mal informés et ne pouvaient avoir de l'activité de la G.F.P. qu'une vision déformée : on passe sous silence une opération manquée, on minimise les effets d'une seconde. On est obligé pour cela de mentir dans un rapport subséquent : Cassart est arrêté « en possession » de très nombreux documents ; il s'agit bien sûr de ceux des valises saisies à Neufchâteau ! Quant à *grösserer Action* qui a permis d'arrêter quatre personnes, elle me paraît relever du mythe plus que de la réalité : s'agirait-il de l'arrestation de M^me^ Cauvin (236) et de deux inconnus dont peut-être cet Allemand à qui appartenait la voiture utilisée par Cauvin et Leclercq et que le rapport mentionne comme un représentant d'une firme allemande ? (237) Enfin on peut légitimement se poser la question de savoir comment tant à Bruxelles qu'à Berlin, il est possible d'établir une liaison entre l'arrestation Cassart et la tentative d'arrestation de Henri qui figurent sur la même page mais sans référence l'une à l'autre et séparées par deux affaires sans aucun lien avec elles ?

---

(234) *Einer grösseren Aktion.*

(235) *Verteiler : Leitender Feldpolizeidirektor.*
Feldpolizeichef der Wehrmacht
Heeresfeldpolizeichef
Leiter der G.F.P.West
Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich
— Kommandostab über O.Qu. —
Abwehrstelle Belgien
Militärverwaltungschef
— Wirtschaft und Bericht —

(236) Arrêtée le 16, et relâchée ; M^me^ Leclercq a elle aussi subi des interrogatoires « pénibles ».

(237) D'après le *Hauptmann* Piepe (III f Bruxelles), Karel Druschky était membre du bureau Iwi (Espionnage économique). La voiture utilisée par Cauvin contenait des papiers signés Druschky l'autorisant à circuler librement comme étant en rapport avec la firme cinématographique Tobis ; en définitive, Druschky fut arrêté pour pratique du marché noir.

Des études exhaustives ultérieures arriveront sans doute à mieux éclairer l'ampleur de ces carences, volontaires ou non ; et à expliquer un certain manque d'efficacité de la G.F.P., police secrète de la *Wehrmacht*. Ajoutons que ses perpétuels conflits avec les diverses branches de la Police politique (*Sipo-SD*), les rivalités, le manque de coordination ne favorisent évidemment pas une bonne rentabilité.

Toujours est-il que « N » connaît évidemment d'autres membres du groupe de Louvain. Nous avons dit déjà (238) qu'il n'était pas dans les habitudes de l'*Abwehr* de procéder d'office à des arrestations quand on peut espérer découvrir d'autres maillons de la chaîne ou empêcher de futures actions. Dans le cas présent, il est permis de penser que l'on attend des aveux de Cassart — ils ne viendront jamais (239) — ou des nouvelles du radio toujours en fuite. Comme Londres reste muet, l'espoir d'une autre prise disparaît. L'action contre la section de Louvain, où habite « N », a lieu le lundi 13 avril 1942. Quatorze personnes connues de « N » sont arrêtées ; le chef de section lui-même échappe au coup de filet. Il sera recherché (240) mais cette « bavure » ne figurera pas dans le rapport de la G.F.P. qui, une fois encore, ne mentionne pas le lien avec l'affaire Cassart et gonfle l'importance de la découverte.

> A Louvain et Herent, un groupe de résistance d'environ 200 hommes a été découvert. Le chef de ce groupe est l'invalide de guerre Van D... (241).

Les accusés seront jugés avec Cassart en juillet 1943 (242) à Berlin. L'ordre de mise en accusation résume ainsi les faits :

> (...)
>
> L'inculpé *CASSART*, venant d'Angleterre, est arrivé en Belgique vers la fin de l'été 1941, en avion, en même temps que le radio Verhaeghen et a atterri en parachute. L'avion lança en même temps du matériel devant servir à des actes de sabotage. CASSART avait reçu, du service de renseignements anglais, la mission de grouper les organisations de résistance existant en Belgique, de procéder à leur armement et de réaliser la liaison avec l'Angleterre. En conséquence il a pris contact avec les différentes organisations.

(238) Voir *supra*, p. 67.

(239) Le rapport de la G.F.P. pour la première moitié de février le confirme : *...il nie et refuse de donner les noms de ses collaborateurs* (...) ; Otto Weil, de son côté, déclarera : *Cassart, interrogé par la G.F.P., n'a rien voulu dévoiler de son activité, des missions dont il était chargé et des personnes avec lesquelles il était en contact. Il prétendait même n'avoir jamais quitté la Belgique. Lorsque nous lui avons fait la preuve qu'il avait été en Angleterre et qu'ensuite il avait été parachuté en Belgique, il a même répondu avec arrogance qu'il considérait que l'Angleterre était le prolongement de la Belgique...*

(240) Vainement. *Meldeblatt der Zentralfahndungsstelle*, 27-6-1942 ; il parviendra à rejoindre l'Angleterre.

(241) En fait l'adjoint du chef de section ; *G.R.M.A.*, T 501, R 108, f 461.

(242) Lors d'une suspension d'audience, Jean Cassart parviendra à s'échapper des locaux où siège le tribunal qui les juge. De Berlin il gagne la Belgique (17-30 septembre 1943). Après bien des avatars, il rejoindra finalement Londres le 30 janvier 1944. Après de nombreux déboires — son histoire est tellement rocambolesque qu'on met longtemps à y croire — il sera réintégré dans une unité combattante et parachuté en avant des troupes en septembre 1944.

Le 8 décembre 1941, il voulait retourner en Angleterre par la voie des airs en emportant de grandes quantités de matériel d'espionnage. L'avion venant d'Angleterre arriva, ne put toutefois prendre à bord CASSART, étant donné que des soldats allemands arrivèrent sur les lieux.

L'inculpé S..., sur les suggestions d'un ancien officier belge nommé BERNARD, avait créé à Louvain une organisation de résistance dont il était le chef. Les buts de ce mouvement de résistance, répandu dans toute la Belgique, étaient de restaurer l'ancienne armée belge, de porter aide aux Anglais lors d'un débarquement éventuel et de faire parvenir au service de renseignements anglais des renseignements sur les forces armées allemandes. En outre des actes de sabotage devaient être commis. (...).

♣

Le bilan de l'aventure Cassart ? Il sera dressé par l'agent lui-même avec beaucoup de lucidité ([243]) :

Quel est le résultat de cette mission ? Sans doute si on en fait le bilan brutal, elle est payée. Mais quel est le résultat de sa brusque interruption ? Au point de vue *sabotage*, l'interruption est survenue au moment où la mission allait entrer dans la pleine phase d'efficacité, je crois que la perte est grande. Au point de vue *regroupement* la base était mauvaise, on est parti fin 41 comme si le débarquement était pour le printemps 42, nous voilà en 44. Il est bon de donner un semblant d'activité qui tient en haleine, mais vouloir organiser comme je le fis en 41 et avec l'espoir de garder le secret pendant plusieurs années est utopique. Aussi dans ce domaine, je crois que mon arrestation a évité des catastrophes. C'était ma consolation en prison, je le pense encore. J'ignore ce qui est fait aujourd'hui, cependant je tiens à affirmer mon sentiment : En dehors de petits (très petits) groupements indépendants et directement en liaison avec Londres : je n'ai pas confiance.

(...)

Je regrette beaucoup que cette mission soit jugée deux ans après ! Je n'ai pas l'illusion que tout soit à approuver, mais il ne faut pas oublier que je devais retourner un mois plus tard et qu'alors j'aurais accentué, freiné ou même abandonné selon de nouvelles directives. Ce que je fis surtout dans cette première partie de ma mission, c'est d'essayer tout ce qui se présentait.

Ne conviendrait-il pas d'ajouter que précisément parce qu'accomplie dès l'hiver 1941, cette mission a joué un grand rôle psychologique ? Elle a eu l'effet d'un véritable « détonateur » sur tous ceux — et nous savons combien ils furent nombreux — qui approchèrent ou simplement entendirent parler de cet agent qui se considérait lui-même comme un instrument de propagande. Ceci est vrai particulièrement pour le service *Luc* dont les circonstances ont fait un interlocuteur privilégié étant, rappelons-le, le seul à recevoir le matériel de sabotage parachuté. *Luc* a bien noté l'importance de la mission sur le plan du moral : « Le sabotage était porté sur une grande échelle, les agents y trouvaient un plaisir par les résultats acquis » ([244]).

En consacrant beaucoup de ses forces au sabotage pendant cette période,

(243) *La mission de 1941 en Belgique*, s.d. (1944).
(244) Rapport de G. Leclercq, Londres, 24-7-1942.

il s'est éloigné de la mission de Renseignement qu'il s'était assignée. C'est contraire au sacro-saint principe du cloisonnement des activités qu'il a bien mélangées puisque, heureusement pour eux-mêmes, les chefs de *Luc* ont aussi continué à évacuer des « colis » et des agents « brûlés ». On a pu critiquer tout cela dans les bureaux londoniens de S.O.E., S.I.S. et M.I.9 (245) ; mais c'était nier la réalité des réactions spontanées du « terrain ». Henri Bernard l'écrira fort justement : « Ce n'est qu'à partir de 1942 que les directives précises sont arrivées de Londres à ce sujet. En octobre 1941, nous étions des hommes de bonne volonté qui n'avaient pas l'expérience de nos successeurs et qui ne demandions qu'à taper sur les Boches » (246).

Pour *Luc,* reste un aspect négatif des choses évident. Certes les Allemands connaissaient déjà le réseau, ne serait-ce que depuis la confession de « J » à Paris. Mais, après Neufchâteau et les documents qui y sont découverts ils en savent bien plus. Schellewald le dira après guerre :

> (...) Le matériel, découvert et saisi, devint de plus en plus important, au point qu'il n'était plus possible de poursuivre l'enquête de Liège pour toute la Belgique et qu'il est remis à la centrale de Bruxelles. L'organisation « Luc » fut attaquée de tous les côtés. Schellewald la considère comme la première organisation d'espionnage anglo-belge (...).

Malgré une dernière hésitation — LUC EN DANGER MAIS RESTE A BRUXELLES POUR TENTER EVASION CASSART (247) — la direction du Service a donc dû quitter le théâtre des opérations et gagner la zone libre. Mais l'essentiel sera préservé, la succession sera assurée, *Luc* continuera sa carrière. « Je ne crois pas, contrairement à ce que l'on a pu prétendre », écrira Bernard, « que l'affaire Cassart ait été une cassure dans les lignes. Jamais *Luc,* bientôt devenu *Marc,* ne fut plus prospère qu'à partir de 1942 » (248).

C'est ce que nous allons voir. Auparavant il faut cependant en revenir une dernière fois au conflit de *leadership* sur les services de Belgique qui oppose *Benoît* et *Dewinde-Sabot.*

Nous avons laissé *Benoît* en octobre à Bruxelles, au moment où il tentait de rétablir son autorité compromise par l'existence de la ligne *Dewinde.*

Son adjoint direct a d'ailleurs admis cette situation difficile. « Le but de ce voyage », écrira-t-il, « était de prendre contact avec les organismes là-bas qui ne semblaient plus avoir confiance » (249). Nous avons vu que *Luc,* pour sa part, a choisi de continuer son activité principale avec *Dewinde, Benoît*

(245) Soit respectivement : Action, Renseignement et Evasion.
(246) Lettre de H. Bernard à l'Administrateur de la Sûreté de l'Etat, 14-7-1947.
(247) Câble de *Speed,* s.d.
(248) *Loc. cit.,* (note 246).
(249) Interrogatoire Londres, 5-5-1942.

étant en quelque sorte mis en veilleuse. Il se conforme d'ailleurs en cela, sans le savoir, au désir de Londres qui avait télégraphié à *Sabot* le 3 novembre :

> BENOIT EST-IL BELGIQUE. DANS L'AFFIRMATIVE SUPPOSONS POUR REORGANISATION SON RESEAU. VEUILLEZ EVITER SON IMMIXTION DANS S.R. DEWINDE REPRIS PAR VOUS (...).

Sabot agit en conséquence (250) :

> (...) BENOIT TOUJOURS BELGIQUE LUI AI ENVOYE AGENT POUR REVENIR ICI URGENCE ET LE CLOISONNER (...).

Benoît ne paraît pas avoir rencontré cet agent ; il rentre en France le 19 novembre. L'avis de *Sabot* est clair :

> CONFIDENTIEL DE SABOT — VU DES RENTREE BENOIT — IL A VU BELGIQUE NOMBREUX POLITICIENS ET DIVERSES ORGANISATIONS SABOTAGE RENSEIGNEMENTS ET AUTRES. IL PRETEND ETRE CHEF SEUL POUR TOUT BELGIQUE ET FRANCE.

En fait, les deux hommes ne sont d'accord que sur un point : il faut faire rapport à Londres.

Une fois encore, les circonstances vont accélérer le processus de décision. En effet, le 25 novembre, *Benoît* et ses collaborateurs sont interrogés puis arrêtés par un commissaire spécial à la Surveillance du Territoire de Montpellier. C'est un rebondissement inattendu de l'affaire « J » (251) ! Quand celui-ci est rentré en France non-occupée, après avoir fait prévenir les chefs de *Zéro* et de *Luc* du danger qu'ils couraient, il n'a en effet pas suivi le conseil que lui avait donné Jean Cassart : gagner Londres au plus vite. Resté dans le Midi, il est à nouveau contacté par « Meunier », celui-là même qui l'avait poussé dans les bras de l'*Abwehr* à Paris (252). « J » le dénonce aux Français ; ils l'arrêtent dans le train qui le reconduisait à Paris ; « Meunier » (253) fait part de l'engagement signé par « J » comme agent à la solde de l'Allemagne ; « J » est donc inculpé à son tour ; comme il connaît fort bien *Benoît*, c'est l'arrestation générale. Le 7 décembre, 20 agents ont été interrogés avec visites domiciliaires, toutes les adresses étant connues des autorités.

Ce coup de filet laissera *Benoît* néanmoins confiant — il est sûr de l'appui du 2me Bureau. D'ailleurs, ne sont-ils pas tous libérés, ses adjoints et

(250) Câble *Speed*, 15 novembre.

(251) Voir *supra*, p. 61 sqq.

(252) « Meunier » déclarera (3-7-1945) : *Le 3 novembre 1941, je fus chargé d'aller chercher des fonds à Marseille, où je devais rencontrer l'agent du Portugal. Je ne le rencontrais d'ailleurs pas au rendez-vous. En me chargeant de cette mission, FOLMER me donna ordre aussi, en remontant vers Paris, d'aller prévenir (« J ») à Montpellier de ce qu'il devait rentrer d'urgence à Paris. Je suis donc allé à Marseille, n'ai pas rencontré le délégué portugais, puis suis allé à l'adresse de (« J ») à Montpellier, adresse qui m'avait été donnée par FOLMER* (...).

(253) Voir *supra*, note 133.

lui, le 10 décembre, suite à un « refus d'informer » car « l'examen approfondi (...) n'a permis de relever aucune charge contre ces Belges » ? ([254]). S'il envisage donc la « réorganisation du service » ([255]), s'il continuera longtemps à lutter, la Sûreté et les Anglais ont définitivement pris leurs responsabilités le 29 novembre :

> POUR SABOT.
> DE NOS AMIS ET NOUS TRANSMETTRE PAR VOUS POUR BENOIT ET TOUS ORDRE FORMEL PAS QUESTION D'AVOIR CHEF COMMANDANT FRANCE ET BELGIQUE UN SEUL ENDROIT CAPABLE COMMANDER NOUS A LONDRES PERSONNE AUTRE.

et, le 18 janvier 1942, donnent à *Luc* l'ordre de rompre le contact :

> (...) PIERRE ([256]) EST PRES DE NOUS STOP TRANSMETTRE DECODE MESSAGE SUIVANT LUC EVITEZ TOUT CONTACT BENOIT REMETTEZ NOUS COURRIER VIA WALTER ([257]) SABOT FELICITATIONS A TOUS MAGNIFIQUE TRAVAIL (...).
> ADMINISTRATION SURETE.

Pour *Benoît* c'est le début de la fin. Mais à qui ce message est-il destiné ? L'Administrateur sait qui se cache sous le pseudonyme du deuxième chef de *Zéro,* « Walter » ([257]) ; mais qui est « Luc » depuis l'arrestation de Cassart et le départ de Leclercq, Cauvin et Bernard ?

⁂

LA FIN DES « 3 LUC » - RÉORGANISATION

Il est des périodes noires dans l'histoire ; noires mais aussi obscures. C'est bien dans l'une d'elles que le service *Luc* pénètre entre l'arrestation de Cassart et le départ vers la Grande-Bretagne de ses fondateurs.

Pour nous en tenir aux principaux acteurs, nous savons que Bernard, très connu et fort menacé ([258]), quitte la Belgique le 15 décembre avec « John » et leurs familles ([259]). Arrêtés par les chiens à la Ligne de Démarcation, ils ne devront leur salut qu'à la présence à leurs côtés de femmes et

(254) Texte officiel cité dans le rapport *Benoît,* fait à Londres, 29-4-1942.

(255) C'est le titre du point n° 3 de sa note à Lisbonne, c17 du 3 janvier.

(256) *Dewinde.*

(257) William Ugeux, soit le service *Zéro.*

(258) *Bernard, c'était une espèce d'étendard,* me déclarera Jean Cassart. Il travaillait à l'OTAD (Office des Travaux de l'Armée Démobilisée) qui servait d'ailleurs de paravent à un certain nombre d'activités illicites. Il se présente au contrôle normal que devaient passer les officiers et part immédiatement après. Il a bien spéculé sur le cloisonnement étanche des services allemands et a ainsi gagné une semaine. Au prochain contrôle il sera bien loin.

(259) Et quelques autres agents moins importants mais tout aussi menacés.

enfants et au fait qu'il s'agit de « simples » *Feldgendarm*. Ils passeront, de nuit, le lendemain et arrivent à Poligny, chez *Benoît*, à la veille de Noël. « John » remontera à Bruxelles pour y chercher d'autres membres de *Luc* menacés dont le héros de l'évasion de Grand-Halleux, l'Adjudant D. et deux autres agents importants ([260]).

A Limoux, Bernard, isolé par les événements et ignorant ce que font ses deux amis, essayera de renouer certains contacts avec la Belgique occupée via « John » et un autre agent de *Benoît* ([261]). Remonteront également Pierre Haumann, qui fondera *Tégal* et VN5, agent de *Luc* qui s'était réfugié en France en octobre 1941 suite à l'arrestation de sa femme. Il deviendra, peu après, le *Cinq*, nouveau chef de *Luc*. Ces courageuses tentatives de *Benoît* n'aboutiront à pas grand-chose ; il continuera à être critiqué en Belgique :

> LUC ET WALTER ECRADENT (écrivent) ([262]) BENOIT FAIT NOUVELLES DUPERIES JE VOUS DEMANDE SON RAPPEL IMMEDIAT.

et à Londres ([263]) notamment à propos d'un *Rapport sur courrier Luc du 28 janvier 1942 reçu le 26-3 :*

> Le courrier ci-dessus est arrivé incomplet (voir liste détaillée en annexe) donne lieu aux commentaires suivants :
>
> 1) *Documentation photos Luc et Zero :* Reçu croquis nos 1 à 19. Il manque 3 photos et notamment des détails sur appareil de captage de son d'un type nouveau. Le rapport et nomenclature des photos manquent également.
> 2) *Dossiers personnels :* Les dossiers pour Mr Pierlot, Gutt, Spaak, Van Strydonck et Richard manquent.
> 3) *Dossiers LUC :* Les dossiers du port de guerre de Cherbourg, dépôt des torpilles et essence, centrale des pompes, ainsi que dépôt de Nardoet, champ d'aviation et d'hydravions, dépôt des accus pour sous-marins, etc... manquent.
> 4) *Moniteurs Belges :* Collection manque.
> 5) *Ordonnances Allemandes :* Collection manque.
>
> Il semble étrange que les courriers établis sur papier spécial avec inventaire des pièces (signé LUC) n'arrivent pas à destination.
>
> Il est à noter que certaines photos, relevés de plans, etc., des cour-

(260) Il faut noter l'extraordinaire volonté de ces hommes qui continueront le combat ; l'adjudant D poursuivra la lutte au Congo, « Bob » sera parachuté pour le P.C.C. (mission *Banks*..., novembre 1942, arrêté le 10-5-1943, rapatrié), et le troisième sera le premier radio de *Marc* (*Bird*, parachuté le 24-10-1942). Quant au radio de Cassart, il quittera la Belgique au printemps 1942 seulement, ayant lui aussi tenté de « refaire quelque chose ». Il rentrera à Londres le 30 juillet 1942 ; il est mort au départ d'une mission le 8 avril 1944.

(261) Henri Bernard, sa femme et sa fille en bas âge, arriveront à Londres en février 1942 *via* Lisbonne après une très éprouvante traversée des Pyrénées. Henri Bernard réintégrera alors l'armée régulière.

(262) *Speed*, message no 41, 29-2-1941. L'erreur *écrivent* vient du codage défectueux ou est volontaire (*security check*).

(263) Son maintien en France, où il n'est que trop connu, n'est plus ni nécessaire ni souhaitable ; la Sûreté de l'Etat écrira au *War Office* le 21 janvier : *...on the ground of received information you agree me that his remaining in France is an absolute nuisance.*

riers antérieurs ont été modifiés par le service BENOIT, ce qui fait que seulement une documentation très restreinte nous parvient.

Certains autres documents nous arrivent incomplets, tels que Renseignements Militaires et Mouvements de trains à Louvain (établis par ZERO 056 le 23-1-42) qui nous sont arrivés avec certaines pages manquantes, d'autres étant découpées.

D'autre part, les courriers allemands (renseignements militaires et économiques de tout premier plan) ne nous sont jamais parvenus.

Il y aurait lieu de savoir si le service BENOIT est autorisé à faire le département des pièces et à supprimer certains des renseignements qui, à notre avis, sont de tout premier plan.

Afin de pouvoir juger des conséquences que comporte le triage établi par BENOIT, le service LUC pourrait être averti de nous envoyer par courrier spécial, un double des derniers courriers.

Benoît continuera à ne pas vouloir admettre que son rôle indispensable au départ est devenu dangereux et s'accroche, particulièrement pour *Luc* (264). Le 14 mars il fera encore câbler à Londres :

PR LE PAGE DEMANDE CONFIRMATION OU INFORMATION ORDRE AURIEZ DONNE A LIGNE LUC NE PLUS TRANSMETTRE PAR MOI NE COMPRENDS PAS VOTRE ENLEVEMENT UNE LIGNE SANS AVOIR PREVENU LE TITULAIRE. BENOIT.

Rien n'y fera, il quittera la France pour le Portugal à la fin du mois et sera à Londres en mai (265).

⁂

Benoît éliminé, c'est maintenant à *Sabot* de jouer (266) et aux doublures que Leclercq et Cauvin se sont choisies. Il s'agit pour la partie renseignement de Pierre Depretere, celui que Cauvin appelle « leur remplaçant ». Agé de 27 ans, officier de réserve, instituteur, agent *Luc* de la première heure, le bras droit de Leclercq comme le dit *Benoît,* son indicatif est VN5. Pour tous, dorénavant, il deviendra le *Cinq* ou *5.* L'autre est *Police* (267), un agent récemment recruté : il s'occupera de la branche sabotage car il ne faut pas perdre de vue cette dualité créée dans le Service par la mission Cassart qui, rappelons-le, devait en principe être poursuivie et dont personne ne sait si elle le sera effectivement et dans l'affirmative avec quels moyens.

(264) Dans une lettre au « 5 », *Sabot* écrira : *J'ai averti Benoît que Luc avait cessé contact avec lui. Il était fameusement furieux contre Londres, Luc, Cinq et évidemment moi aussi* (14 mars 1942).

(265) Il sera en 1943 chargé des contacts avec le BCRA de la France Libre tandis qu'en France un embryon de service continuera sous la direction de Mme Doyen.

(266) UN SEUL CHEF SABOT (voir *infra,* p. 94).

(267) Ou *Polis.* Il s'agit, en fait, d'un chef de groupe mêlé assez fortuitement à l'affaire. Il est chez un adjoint de Cauvin quand il apprend, le 15 décembre, la catastrophe Cassart. Il ira chercher Leclercq et Cauvin dans la ferme où ils se cachent. Son indéniable valeur personnelle, il est ingénieur, son courage et sa « débrouillardise » le désignent comme adjoint de Depretere et il accompagnera le groupe chez *Sabot.* Avant cela, il était ce que l'on appelle un « agent isolé » s'occupant un peu de tout mais principalement d'évasions de prisonniers de guerre et de sabotage au moyen de pastilles abrasives qu'il fabrique.

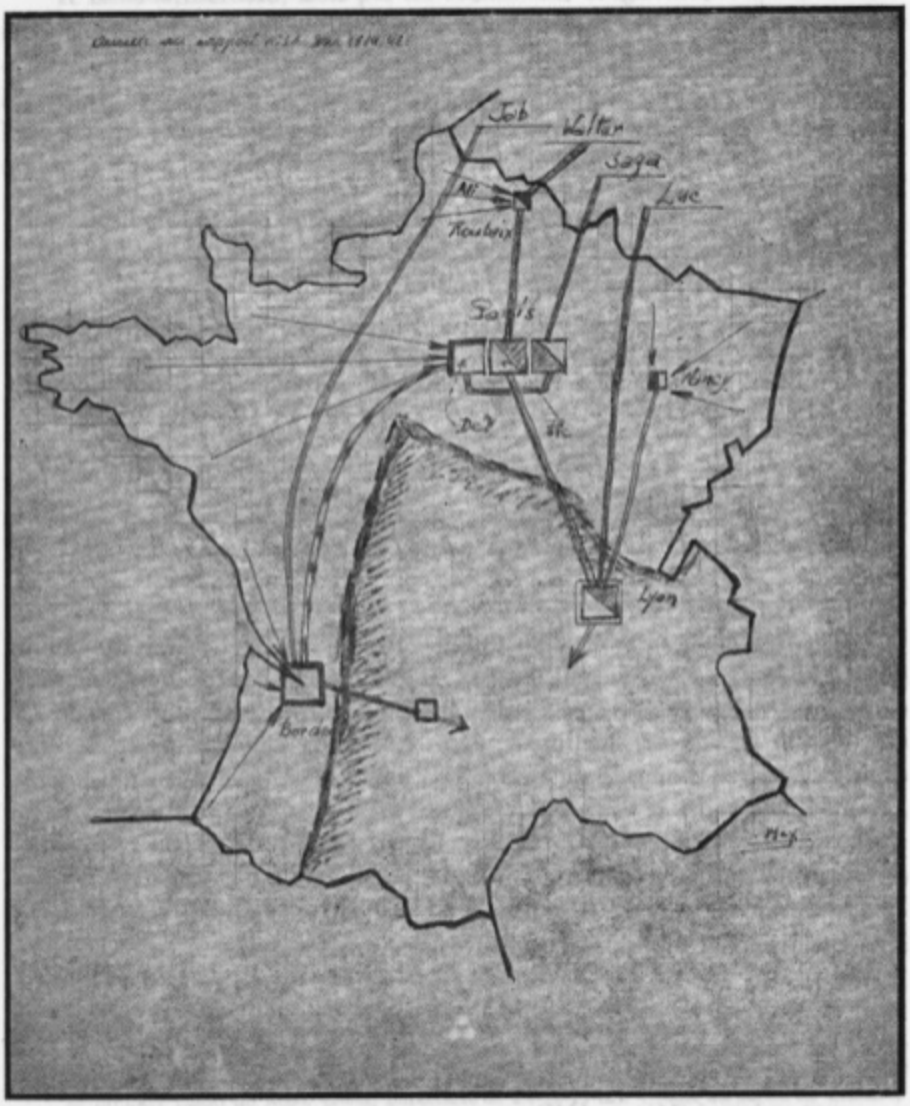

Planche IV.

Nous avons la chance de posséder les deux rapports *Sabot* et le câble *Speed* qui traitent de cette reprise (rapport 18 du 15 février 1942, rapport 20 du 24 [268] et câble n° 30 reçu le 22).

15-2-42

Rapport n° 18

I. *Trésorerie*

(...)

II. *Ligne LUC*

Luc, Cauvin (...) viennent d'arriver en zone libre. Luc et Cauvin partiront dans dix jours avec faux noms sous passeports (...)

J'ai vu ici avec Luc l'agent VN5 (DEPRETERE Pierre, sous-lieutenant de réserve). Cinq est reparti en Belgique le 10 février au soir. Voici comment nous avons arrangé cette ligne. Le courrier sera descendu chaque semaine par porteur de Bruxelles à Lyon [269] ; je verrai tous les samedis l'agent du Cinq. Nous aurons ainsi contact continu, direct et rapide entre nous. La descente sera donc entièrement séparée de Cim [270]. J'ai dit à Cinq qui connaît Walter [271] de mettre celui-ci au courant du fait que la ligne Luc rompt avec Benoît. Les deux lignes sont nettement séparées mais en cas de panne de l'une l'autre prendra le courrier et réciproquement.

Pour éviter usage de la radio saboteur en attendant qu'ils aient un poste propre, je dis aux deux lignes qu'elles peuvent m'envoyer par porteur direct leur câble à Montpellier. Je ferai transmettre aussitôt par Speed. Luc m'a demandé de financer [272] la ligne Luc sur base de 40.000 frs belges par mois. J'ai remis au Cinq à sa remontée 40.000 frs belges pour février.

(...)

Le rapport n° 20 est en bien des points une confirmation mais il va nous permettre de faire le point sur les lignes *Sabot* et leurs voies d'acheminement [273] :

24-2-42

Rapport n° 20

I. *Ligne CIM*

1) Descend comme par le passé régulièrement toutes les semaines à Lyon par relais à Roubaix, Paris, Dreux et Mâcon. Notre agent Georges [274] ou (...) employé du Consulat belge et adjoint de Georges

(268) Par chance, l'original porte la date d'entrée à la Sûreté : 15 mars, soit le délai qui semble normal pour l'époque : trois semaines.

(269) Chez Oreel ; voir note 283.

(270) *Zéro*.

(271) William Ugeux.

(272) Pour financement de *Luc* par *Sabot*, voir *infra*, note 294.

(273) Voir planche IV. *Sabot* contrôle donc quatre lignes en Belgique : deux que nous connaissons, *Walter*, c'est-à-dire *Zéro*, et *Luc*. Les deux autres, *Jab* et *Saga*, n'auront qu'une existence très brève. *Saga* est créée par l'agent *Brave*, parachuté le 7 novembre 1941 pour fonder cinq petits réseaux indépendants *sans contacts entre eux ni avec les autres réseaux*. *Brave* sera arrêté le 6 mars 1942 et fusillé le 2 avril. Quant à *Jab*, il s'agit d'un militaire évadé que *Sabot* recrute d'initiative pour créer, avec l'accord de Londres, une ligne indépendante de toutes les lignes existantes et n'utilisant en Belgique que des personnes qui ne travaillent pour aucune autre ligne. *Jab* remonte en Belgique le 30 novembre 1941, est arrêté une première fois en février 1942, s'évade, retourne à Bruxelles et est à nouveau arrêté à la Ligne de démarcation le 20 avril. Il trompera les Allemands, se faisant passer pour un prisonnier de guerre en rupture de ban et rien de plus ; il finira la guerre dans un *Oflag*.

(274) Georges Oreel ; voir note 283.

vont prendre le courrier à Mâcon. Il y est porté par (...) le passeur de DROUX (275).

(...)

7) Walter désirerait absolument me voir soit en Belgique, soit à Paris. J'ai répondu que vous m'aviez formellement interdit ce voyage. Il vaut mieux qu'il ne me connaisse pas ; ainsi j'ai plus d'influence (276). Max est allé le voir au début de février ; il retournera le voir régulièrement au début de chaque mois. Nous avons ainsi Walter et moi une liaison directe et régulière.

II. *Ligne LUC*

1) J'ai pris contact avec LUC et CAUVIN et 5 qui est remonté en Belgique et devient le nouveau LUC. 5 enverra toutes les semaines son courrier par des agents belges ; ils viendront le porter jusque chez GEORGES où ils seront nourris et logés ; cette ligne sera donc directe de Bruxelles à Lyon par porteurs.

2) LUC a rompu contact avec BENOIT depuis début février, son courrier est déjà passé par Lyon.

(...)

6) LUC est à Lyon, il partira avec CAUVIN la semaine prochaine avec un faux passeport vers Lisbonne (...) (277).

Annoncé dans ce rapport n° 20, le départ de Leclercq et Cauvin, avec un passeport Lagrange (278), les payera de leurs souffrances et de leur dévouement. Il amusera aussi beaucoup les Anglais :

> *...from the aerodrome of (?) just outside Lyon for Barcelona. Ironically enough the passage which they took was in a German Lufthansa machine.*

Leclercq, Bernard et Cauvin reçurent à Londres la Croix de Guerre (279) le 21 juillet 1942. Malheureusement si Bernard peut continuer « sa » guerre

(275) A la Ligne de démarcation ; cet agent important n'a pas été retrouvé et n'est donc pas reconnu ARA.

(276) C'est amusant quand on connaît William Ugeux. Mais puisqu'on ne va pas à Lagardère... : Walter sera dans le Midi en juin, à Lisbonne en juillet, à Londres en août et ramené en territoire occupé le même mois pour fonder le PCB (Poste de Commandement Belge).

(277) Nous possédons la longue réponse de Londres à ce rapport de *Sabot* (24-3-1942). La Sûreté est d'accord sur pratiquement tous les points, désirant *vivement ainsi que CAP* (Page) *que tu te perfectionnes dans l'information. Tu pourrais ainsi te consacrer entièrement à cette tâche* (par opposition au « colis »). Pour Walter et *Luc*, Nicodème écrit : *Comme tu as bien voulu nous l'apprendre nos amis sont servis. Tu n'as donc lieu de t'inquiéter pour eux que des lettres qu'ils t'enverront.* Nous verrons que pour *Luc* le rôle de *Sabot* devra être bien plus grand (*infra*, p. 94 sqq.). Par contre, il n'est pas partisan de la solution de Max comme envoyé régulier en Belgique : *C'est évidemment parfait de garder avec eux* (Walter et Luc) *un contact marchant au mieux, mais nous trouvons dangereux de le faire par une seule personne.* Pour une fois, *Sabot* ne suivra pas le conseil.

(278) *Et je me demande s'ils n'ont pas eu le transport gratuit, s'ils ont payé sur la ligne allemande. En tout cas moi j'ai demandé officiellement que ces gens puissent passer avec des faux passeports* (Entretien Lagrange, 1972) ; pour Lagrange, voir *supra*, p. 49.

(279) Il n'y en aura que 22 pour la Sûreté jusqu'au 5-8-1943.

et si Cauvin réalise avec l'Américain John Latouche un merveilleux film sur le Congo, Leclercq ne jouira pas longtemps de sa liberté à Londres où il était gestionnaire du « Home » des agents. Il est mort au soir du 21 juin 1943 dans un hôpital londonien entouré de l'Administrateur de la S.E., du Major Page, de *Dewinde* et de *Walter* (280), de Bernard et de Cauvin.

Ces deux rapports de *Sabot* montrent la *différence essentielle* qui existe, pour des raisons de sécurité principalemnt, entre les deux lignes principales *Cim* (*Zéro*) et *Luc*. La première est montée par relais Roubaix-Paris (281), la seconde est directe — pour autant que l'on puisse employer ce terme ; un seul point commun, l'aboutissement à *Lyon* soit chez *Jacques* (Lagrange) (282) soit le plus souvent chez *Georges* (283). Après le courrier va son chemin, normalement chez *Sabot*. Le centre Lyon est, comme Roubaix, la grande nouveauté de la « ligne Dewinde ». Les deux voies peuvent s'entraider en cas de besoin.

(280) Le « terrain » sera averti par *Marc* (note codée pour *Jendel* du 8 juillet 1943) : (...) *10° Nous avons le regret d'avoir perdu L* (décodé : vieux Luc) (...) ; nouvelle confirmée à *Bastion* du Service *Mill* le 16 août ; ce dernier réseau aidera Mme Leclercq. Ce dernier aura les honneurs de la première page de la *Belgique Indépendante*, ce qui mettra à juste titre *Dewinde* en colère : *...L'auteur de cet article, qui ignore vraisemblablement tout des méthodes allemandes, ignore que Leclercq a laissé au pays une femme et quatre enfants dont l'un âgé de 22 ans* (Note de l'Administrateur, 9-9-1943).

(281) Roubaix (Jean et Paul) est une véritable plaque tournante. Dans son rapport à Londres, « Jean du Nord » — devenu Ali — déclarera à Londres en février 1944 avoir transmis 104 courriers. Il est pourtant recherché par les Allemands depuis avril 1941, sa femme et son oncle étant arrêtés. Une fois de plus, la G.F.P. ne semble pas avoir mesuré l'importance de la découverte, l'orthographe défectueuse (Dubet pour Dubar) semble en faire foi (T 501, R 108). Jean, sous le pseudonyme d'*Ali*, sera redéposé en France pour y mener un réseau indépendant (voir J. FOSTY, *op. cit.*, pp. 102-105). A Paris, le relais est chez la célèbre « Dame de Pique ». Recrutée par Jean de Roubaix dès 1940, elle organise les passages de la Ligne de Démarcation à Châlons/Saône où elle conduit elle-même le courrier depuis Paris ; elle a alors 60 ans ! Inquiétée, elle devra finalement gagner Londres. Le 3 avril 1944, William Ugeux écrira : *Mme Picabia a été matériellement et moralement une des colonnes de l'édifice des Réseaux belges en France.*

(282) Voir *supra*, p. 49.

(283) Georges Oreel, ancien employé comptable à l'Office de la Navigation de Liège, est maintenant secrétaire au Consulat belge de Lyon. Les documents qui lui sont confiés partent d'abord par la valise diplomatique U.S. via Berne. Plus tard, ils sont remis à *Sabot* qui utilise des lignes terrestres à destination du Portugal. Oreel s'occupe aussi des évadés. En principe, chaque samedi soir, il emportait les courriers reçus chez *Sabot*. Après une tentative d'arrestation manquée en janvier 1943, les Allemands parviendront à attirer Georges dans un guet-apens et l'abattent le 30 mai 1944. A cette époque, il dirigeait, avec l'accord du gouvernement belge, le réseau français *Coty*, reconnu par la France Combattante comme réseau de première catégorie.

LUC SOUS LA DIRECTION DE VN5

MISSION *BERET* ET *BOTTE*

Quand *Cinq* remonte en Belgique le 10 février, en principe, tout devrait bien se passer du point de vue renseignements. Les agents de Belgique vont retrouver, pour *ce* travail, un chef désigné, compétent, bien secondé, jouissant d'une voie d'évacuation de documents très régulière ([284]) aboutissant maintenant à un chef de ligne *unique,* incontesté et bien « rodé » : *Sabot* ([285]). Reste un seul handicap, mais il est de taille : tout sera très lent, et hasardeux, tant que *Luc* ne disposera pas de son propre contact radio. On ne peut plus, en cette troisième année de guerre, prétendre être efficace et opérationnel sans cela.

A Londres, on est bien conscient du fait, comme en témoigne cette lettre du *29 janvier* envoyée par le Capitaine Nicodème, responsable Renseignement à la Sûreté, à son « correspondant » anglais :

> Mon cher Page,
>
> Nous avons examiné ce matin ensemble notre programme pour le mois prochain. Nous avons abouti, et ce en plein accord de vues, aux solutions suivantes.
>
> J'espère que vous pourrez me ratifier sous peu votre accord. Je pourrai ainsi faire parvenir les détails des missions qui seront confiées à nos amis.
>
> (...)
>
> 2° SERVICE LUX : Nous aurons probablement à l'égard de ce service des informations précises pour notre ami ROLL ([286]). Vous avez toujours été d'accord avec moi pour fournir au plus tôt au Service Lux un opérateur de qualité, c'est pour cela que je propose d'affecter le SLt C° à ce service. Le Service Lux devrait recevoir des instructions précises afin de rompre les contacts qui étaient établis avec les services de sabotage ([287]).
>
> Le Service Lux, ainsi que vous le savez, au point de vue renseigne-

(284) Dès le départ, *Sabot* est très strict : *samedi dernier 28-2-1942 le courrier n'était pas encore arrivé à Lyon, il y a eu une panne* (Lettre à « 5 », 4-3-1943) ; les accusés de réception sont réguliers pendant toute la période, tels : *les courriers des 20-5 et 27-5 sont arrivés complets* (...) *Le courrier 20-5 est arrivé avec 6 jours de retard* (Lettre à « 5 », 8-6-1942) ; les retards sont constatés dans les deux sens d'ailleurs : *Nous nous étonnons fortement de ne pas avoir reçu réponses aux notes du 19-2-1942 et 3-3-1942* (*Cinq* à *Sabot,* 17-3-1943). Notons que la note du 3 à laquelle il est fait allusion est signée *Luc 1 + 1* ; mais cette entente entre « 5 » et *Police* ne durera guère.

(285) Voir câble du 4 janvier confirmé pour *Luc* et *Zéro* le 8 février : (...) UN SEUL CHEF SABOT MESSAGE TERMINE.

(286) Radio pour *Zéro* parachuté le 1-3-1942. Initialement, il était désigné pour *Luc,* mais les liaisons ont été *entravées par les conditions atmosphériques* (*Note sur l'Année 1941,* Londres, 2-4-1942) et les plans seront changés ; dans l'état actuel de mes connaissances, 2 opérations ont eu lieu en janvier, aucune en février, 13 en mars.

(287) La mésaventure Cassart n'est pas oubliée ; mais l'ambiguïté subsistera longtemps.

ments militaires, est extrêmement important (288). Afin de le reprendre parfaitement en main (...), il y aurait tout intérêt pour nous à ce que cette mission soit accomplie par une personne de valeur. C'est pour cela que je propose C°. (...)

Cette demande sera admise (289) ; la mission C° est mise au point le 13 février. Pour une fois, citons le texte *in extenso,* à tout le moins les titres de chapitres, car cette mission est construite d'après un schéma qui deviendra classique :

(...)

Zone d'activité : Belgique.

Mission principale : Se mettre à la disposition du réseau LUX (principal réseau de recherche Renseignements militaires en Belgique) (290).

Moyen d'entrer en contact avec le réseau Lux : Se présenter à la Société (...), rue du Progrès, Bruxelles. Se présenter à M. CUVELIER et lui dire que vous venez de la part de Marinette (...) (291).

Moyen de communication : Appareil radio.

Code : Code anglais.

Courrier : (...) pour l'organisation LUX (...) le transport du courrier est assuré par cette organisation (...) (292).

Evacuation documents par pigeons : (...)

Durée de la mission : Indéterminée.

Itinéraire de repli : La France Libre. En principe le centre de Montpellier (293) (...)

Boîte aux lettres à Lisbonne : (...)

Par B.B.C. : Si nous avions un message à vous adresser nous dirions : « POUR LA COLLINE ». Les termes seraient : « En parlant du SOMMET » que tout va bien et du BAS au cas où nous devrions donner un sens défavorable.

Traitement : Payé à Londres comme officier. Il sera payé en Belgique sur la base de 8.000 FB par mois (...)

Fonds : Nous avons fait remettre à l'organisation LUX une somme de 250.000 FB il y a peu de temps (294). Toutefois celle-ci ayant probablement besoin de fonds, vous voudrez bien mettre à sa disposition une somme supplémentaire de 150.000 FB, somme qui vous sera remise ici. (...)

---

(288) Une fois encore, rappelons que nous ne *possédons pas* les courriers *Luc*. Cette affirmation est donc très précieuse ; elle est peut-être le résultat des appréciations flatteuses transmises par *Dewinde*.

(289) Lettre de Page à Nicodème (27-2-1942) : (...) *I have consulted my chief and he agrees with : ...That Lieutenant C.O. (Service name BERET) shall be sent to the LUC service* (...).

(290) Confirmation de l'opinion émise plus haut (note 288).

(291) C'est le prénom de la fille de Cuvelier. Mot de passe convenu avec *Dewinde* avant son départ en novembre 1941.

(292) Voir *supra,* p. 91.

(293) C'est-à-dire *Sabot ;* « département colis » qui sera géré par l'agent *Breach,* parachuté le 28-9-1942.

(294) *Luc* reçoit un subside régulier de *Sabot*. Il est bon de noter ici, et même d'y insister, le fait trop peu connu que *les services belges sont financés par la Belgique INTEGRALEMENT,* de même d'ailleurs que les sommes, parfois importantes, empruntées par le chargé de mission. Ceci méritera une étude particulière. Dans le cas de *Luc* nous savons par une lettre à *Sabot* du 1er juillet 1942 que sa trésorerie est à ce moment de 150.032 F. Il a reçu par *Sabot* de février à juin : 440.000 FB et 60.000 FF. Pour juillet, il recevra 59.200 FB + 20.000 FF (Rapport *Sabot,* 28-6).

Lieu d'arrivée : France occupée (...) (295).

Instructions spéciales ; recommandations spéciales à faire au Service LUX :

1° Leur recommander de s'abstenir de prendre des collaborateurs dans des réseaux de renseignement similaires. Leur expliquer à cet effet que nous travaillons par réseaux parallèles et que nous exigeons qu'il n'y ait absolument aucune connection entre ces réseaux, sauf certains contacts de Chefs de réseaux si ceux-ci se connaissaient auparavant. Bien leur faire comprendre que ceci est une nécessité et une garantie pour tous (296).

2° Recommander également à LUX de refuser des collaborateurs qui font partie de formations paramilitaires ou qui appartiennent aux réseaux de sabotage. A cet effet, il faut leur expliquer que nous possédons des réseaux nettement différents et entre ces réseaux il doit exister des cloisons absolument étanches. L'un des réseaux fait du renseignement et uniquement du renseignement, l'autre réseau fait du sabotage ou de la résistance passive. Comme le réseau « Renseignements » doit rester absolument sauf quels que soient les événements, il y a donc lieu de rompre tout contact avec des organisations s'occupant d'autre chose que du « Renseignement » (297).

3° Seuls devront vous connaître deux chefs principaux de LUX. Il est inutile que même les adjoints de ces chefs vous connaissent, mais il est essentiel que vous connaissiez leurs noms ainsi que le mot de passe utilisé par l'organisation. Vous pouvez connaître les grandes lignes du schéma de l'organisation, mais en dehors des deux chefs toute l'organisation doit vous ignorer.

4° Ne jamais transmettre d'autres messages que ceux qui vous seront remis par les chefs de l'organisation sans en référer préalablement à LONDRES.

5° Conseiller à l'organisation LUX que lorsque des contacts qui pourraient être établis paraissent peu sûrs, d'en référer ici avant de s'engager.

(...)

L' « homme de valeur » chargé de cette mission portera le nom code de *Béret* (298) ; c'est un officier d'active (3me Lanciers) de 29 ans ; il a quitté

(295) Pour des raisons de facilité, notamment topographiques, ce sera le cas de la plupart des missions à destination de la Belgique.

(296) C'est évident mais chacun sait qu'en territoire occupé, beaucoup d'agents appartiennent, le sachant ou non, à plusieurs réseaux ; il est temps maintenant d'essayer d'organiser — c'est une question de prudence, en cas d'arrestation, et d'efficacité pour la comparaison des renseignements. Par contre, Londres fait preuve de beaucoup de réalisme en comprenant la nécessité des contacts de chefs de réseaux. Ils ont été et resteront très fréquents entre *Luc* et *Zéro* et sont d'ailleurs prévus (voir *supra*, pp. 91 et 92). On ignore plus souvent que les grands services « anglais » — tel *Clarence* (voir *supra*, p. 41) ou *Mill* — ont parfois des contacts très complexes comme celui-ci : *René à Lx*, c'est-à-dire *Marc* à *Mill : votre demande a été immédiatement transmise à Bark* (c'est-à-dire réseau *Bayard*) *via Zéro car je n'ai plus de contact direct avec Bark...*

(297) Une *Ajoute à la Mission C.O.* (20-2-1942) revient encore longuement sur ce point et se termine ainsi : *c'est le seul moyen de constituer un réseau de Renseignements parfaitement efficace et passant inaperçu ;* mais nous savons combien c'est humainement difficile !

(298) Ou *White*. Le fait que les missions en 1942 portent presque toutes un B comme première lettre du mot code (*Botte, Brise, Brave* et autres *Boris*) semble un signe tangible de l'importance nouvelle de la Sûreté belge qui commence à jouir de l'entière confiance des Britanniques.

Bruxelles en mars 1941 et est arrivé en Angleterre en octobre 1942, après 4 mois d'internement au camp de Miranda en Espagne.

Comme tous ceux qui l'ont précédé, le radio *Béret* est parachuté *blind*, « en aveugle » — c'est-à-dire sans un « comité de réception ». Ce sera pour plus tard. Cependant ces opérations, pour des raisons de facilité évidentes — tant pour les pilotes que pour ceux qu'ils larguent ([299]) — ont lieu de préférence au cours de la pleine lune. C'est bien le cas en ce 3 mars 1942. S'il n'y a encore personne au lieu d'atterrissage, il y a maintenant, depuis le début de l'année, un « centre d'accueil pour poulets ». C'est Roubaix, véritable plaque tournante ([300]) où l'on s'occupe des « formalités ». *Sabot* écrit :

> Caviar ([301]) venu me voir me dit ce qui suit : ...Le 3 mars Caviar a fait réception d'Edouard ([302]) et de Jean (*Béret*) qui ont atterri à 20 km au Sud-Ouest de Lens. Ils sont arrivés à Roubaix sans postes, les ayant camouflés dans une carrière. Caviar les a conduits à la frontière, a fait passer les douanes et embarquer pour Bruxelles aux adresses que vous aviez indiquées (...) Veuillez noter que Lens est loin de Roubaix ([303]) pour aller chercher des valises (...) Toutefois, il ne se plaint pas ayant affecté l'un de ses hommes pour se spécialiser à aller rechercher avec panier en osier adéquat (panier à fleurs) ([304]) les pianos laissés sur place.
>
> (...)
>
> Ces hommes sont arrivés avec le mot « S. TURGEON, Amitiés Pierre ». Ceci est parfait car Caviar reconnaît parfaitement l'écriture et la signature de Dewinde.
>
> (...)

Les parachutés arrivent donc par la voie préparée à cet effet dès l'été précédent par *Dewinde*, maintenant rentré en Angleterre ([305]). *Béret* a comme « point de chute », à Bruxelles, E. Cuvelier, grand ami de *Dewinde*, désigné par lui en 1941 pour servir d'intermédiaire entre *Luc* et *Zéro* ([306]). *Béret* arrive, contacte Cuvelier mais pour une raison ignorée NE LE MET PAS AU COURANT de sa « mission principale » ([307]) ; cela n'a d'ailleurs qu'une importance relative car depuis le départ de Cauvin, Cuvelier n'a *plus de contact* avec les successeurs, les « nouveaux Luc ». Certes *Walter* (*Zéro*) est prévenu

---

(299) Mais quel danger pendant le trajet !

(300) L'expression n'est pas trop forte, une proposition de citation de Jean du Nord mentionne que 80 hommes parachutés par le gouvernement belge ont été réceptionnés par le service (voir *supra*, note 281).

(301) Paul de Roubaix, actif depuis les débuts.

(302) *Bravery*, parachuté la même nuit. C'est un radio envoyé à *Brave* parachuté le 7-11-1941 pour créer des réseaux indépendants ; *Brave* sera arrêté le 6 mars ! (voir *supra*, note 273).

(303) 20 km, à vol d'oiseau ! Mais ceci doit être long quand on transporte des émetteurs !

(304) Cet agent deviendra, pour tous, « le fleuriste » ; c'est d'ailleurs sa profession.

(305) Reparti vers le Portugal fin novembre : DEWINDE SERA LISBONNE JEUDI RETENEZ PLACE AVION (Câble *Speed*, nº 14). Il sera parachuté (Mission *Banker*) le 11 novembre 1942 pour le Poste de Commandement Belge (PCB) ; retour à Londres le 13 mai 1943.

(306) Voir *supra*, p. 53.

(307) *Mais il ne m'en a jamais parlé ! Il n'en a jamais été question...* (Entretien Cuvelier, 1973). L'attitude de *Béret* est bizarre dans toute cette affaire ; elle restera nébuleuse, l'agent ayant été arrêté et fusillé.

par son radio *Roll* mais le câble qui lui est envoyé le 17 mars est peu clair dans sa seconde partie :

> POUR WALTER (...) AVONS ENVOYE A CUVEL AMI DE PIERRE (308) PIANO POUR LUX PR RENSEIGNEMENTS SEULS DEVIENDRONS *(sic)* ORGANISATION BERET REPETE BERET PREFERONS LES GARDER INDEPENDANT DE VS STOP CONTACTERONS LUX SABOTAGE PAR AUTRE SERVICE.

Tout le drame vient évidemment de l'ignorance, à Londres, du nom du successeur de *Luc, Cinq*. Dès lors, pour *Walter,* le message ne voudrait-il pas signifier purement et simplement que la section Renseignement de *Luc* portera le nom code de *Béret* — DEVIENDRONS ORGANISATION BERET — et que son chef en est bien Cuvelier ? Celui-ci a en tout cas, à plusieurs reprises, confirmé qu'il ne connaissait ni *Cinq* ni *Police* (309). La situation est donc des plus confuses et la solution apparaît dans le premier câble de *Béret* reçu le 28-3-1942 :

> SAUT VINGT KM AU SUD ENDROIT CONVENU. AUCUN ENNUI CONTACTS ETABLIS. D'APRES WALTER JE DOIS REPRENDRE LUX MAIS TRAVAILLER. AVEC CUVEL ÇA ME PLAIT.

Londres répond le même jour :

> (...) POUR MOMENT TRAVAILLER AVEC CUVELIER (...).

et confirme le 1er avril :

> ACCORD QUE VOUS TRAVAILLEZ AVEC CUVEL ALIAS ATHOS (...).

En fait le chef de *Luc-Renseignement* n'aura donc pas le contact. *Béret* est arrêté, par radio repérage, le 15 avril (310). Il sera fusillé le 3 octobre (311).

Luc doit donc continuer à utiliser les seules voies terrestres et se contenter, pour le reste, de promesses ou de félicitations comme celles que *Sabot* fait dans une réponse à *Cinq,* le 4 avril :

---

(308) *Dewinde.*

(309) *Mais moi je n'ai jamais eu de rapports avec* (Cinq), *je n'ai jamais eu de rapports avec* (Police) *non plus. Donc j'ai fini au fond au moment où Cauvin est parti...* ; *eod. loc.*

(310) Ce qui entraîne la fuite de E. Cuvelier et de sa femme qui doivent abandonner en Belgique leurs 5 enfants. Cuvelier passera près d'un an dans les prisons espagnoles et arrivera à Lisbonne en mai 1943.

(311) Le passage du rapport GFP qui le concerne (T 504, R 108, f 462) mentionne : *pris sur le fait et arrêté alors qu'il transmettait des renseignements ;* par contre, il a dit avoir été parachuté le 26 mars près de Vielsalm, sans doute pour brouiller les pistes. Il aura « clandestinement » les honneurs de *La Libre Belgique,* n° 35, 15 février 1943.

Je reçois à l'instant un délégué spécial de Londres (312). Voici ce qu'on m'écrit : « Transmettez à tous collaborateurs mes plus chaleureuses félicitations. Courage, continuez tous ! » Je vous envoie à tous en Belgique tout le contenu de ces félicitations car nous ici (France non occupée) nous n'en méritons pas grand-chose. Mes meilleurs amitiés.

Sabot câble d'ailleurs à Londres le lendemain :

(...) DITES PAR BBC LUC VOS RENSEIGNEMENTS PRECIEUX CONTINUEZ.

Il est probable cependant que les seuls échanges de correspondance ne satisfont pas *Cinq* qui, dans un premier temps, se décide à se rendre lui-même à Montpellier. *Sabot* fera part de cette visite dans son rapport n° 32 du 20 avril, nous donnant ainsi l'occasion de faire le point, malheureusement toujours sans avoir la possibilité d'évaluer la nature et le nombre des renseignements transmis par « 5 » (313) :

(...)

V. *Service LUC*

Luc est venu me voir ici, voici un résumé de nos conversations.

1) *Financement :* Vous m'avez câblé qu'il est payé. Il a reçu depuis février 40.000 Frs belges par mois + 5.000 Frs français. Il vient de recevoir 200.000 Frs belges de *Walter*. Nous tombons d'accord pour laisser à *Luc* ces 200.000 Frs belges comme réserve de Trésorerie et je continue d'alimenter tous les mois. Ses besoins sont de 50.000 Frs belges pour ses services en Belgique et 10.000 Frs français pour la descente de son courrier une fois par semaine.

2) *Radio : Luc* me dit n'avoir pas reçu son piano promis. *Roll* (314) arrivé chez *Walter* n'était pas pour lui, envoyez-lui d'urgence piano et opérateur chez Monsieur Paul (...), concierge au Ministère de la Justice, rue Ernest Allard, à Bruxelles, avec le mot de passe LUC PATRON.

3) *Descente du courrier Luc : Luc* emploie deux agents spéciaux qui viennent alternativement chaque semaine porter leur courrier jusqu'à *Georges* (315). Ces deux agents prennent le courrier à Bruxelles, vont à la frontière française où ils passent d'un côté et les plis de l'autre. Ils reprennent ensuite leurs plis après le passage de la douane, et les portent directement jusqu'à la démarcation. L'un des agents passe seul et confie son courrier à un frontalier pour le reprendre ensuite, l'autre franchit la ligne avec son courrier. Ils ne courent tous deux aucun danger pour le courrier.
Luc vient de s'entendre avec le 2me Bureau français. Il favorise en Belgique le passage des prisonniers évadés français moyennant quoi

(312) Il s'agit sans doute de *Breach ;* voir *supra,* note 293.

(313) Sauf par trois textes très courts (et un splendide croquis de l'aérodrome de St-Denis-lez-Gand miraculeusement sauvegardé : planche V : le premier concerne l'ensemble des renseignements venus de Belgique : (...) *courrier filmé : je suis effrayé du volume que prend le courrier* (rapport *Sabot,* 1-5-1942) ; le deuxième intéresse le seul *Luc : 1) Bien reçu les deux courriers dont les récapitulations commencent par « croquis nos 1 à 21 » et « champ d'aviation de Raversyde »* (...) (lettre à *Cinq,* 14-3-1942) ; le dernier est le seul renseignement retrouvé venant de *Luc* et transmis par radio vu son importance : (...) LUC DIT TANKS PETROLE HOBOKEN ONT PLUS DE UN MILLION TONNES ESSENCE (câble du 23-5-1942).

(314) Erreur de Londres, il s'agissait d'un radio *Zéro* parachuté le 1-3-1942.

(315) Belge employé au Consulat américain de Lyon ; voir *supra,* note 283.

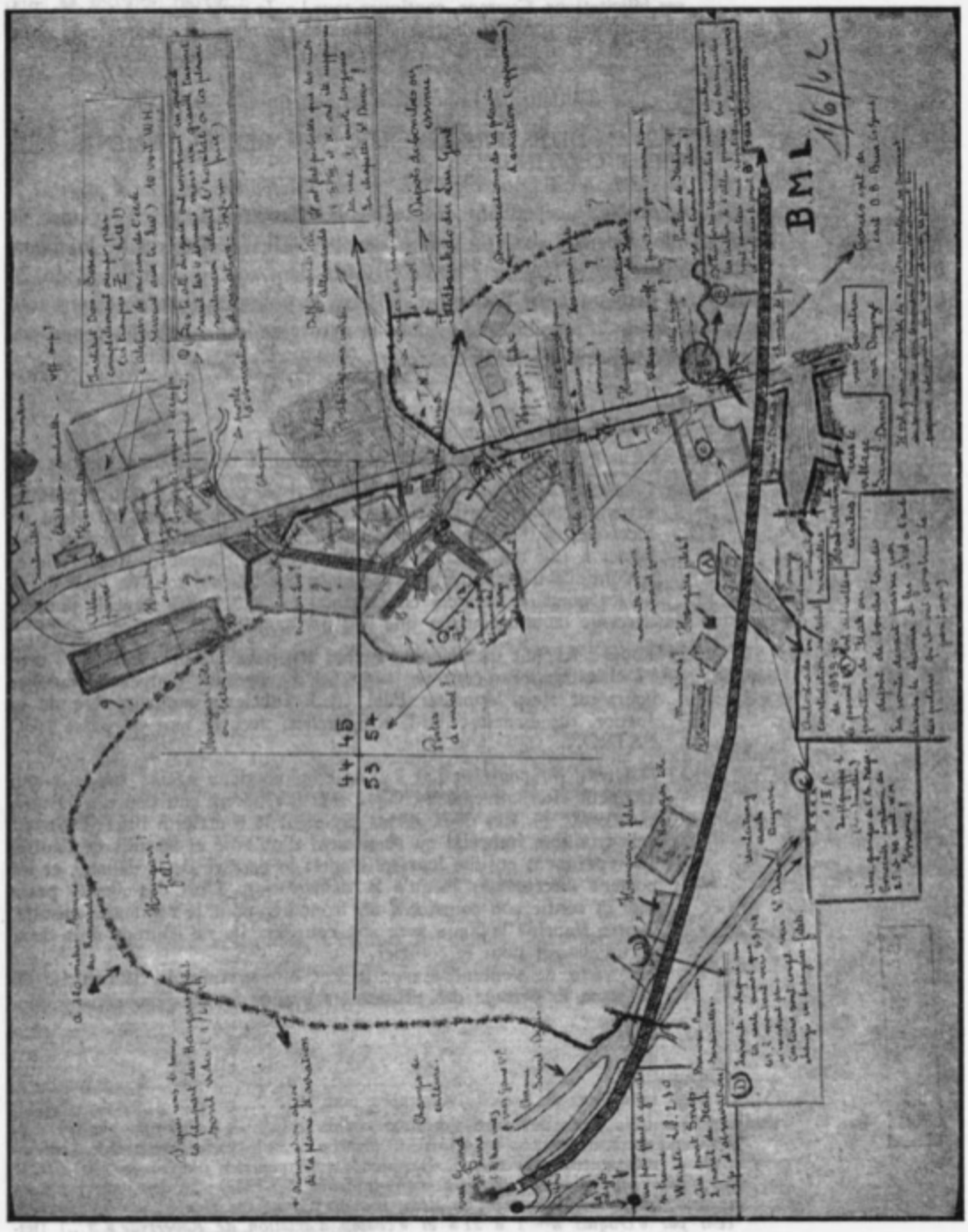

Planche V.

le 2me Bureau s'engage à couvrir ses deux agents pour ennuis éventuels en zone libre. Si le courrier était pris en zone libre, les agents demanderont l'aide du 2me Bureau et ils seront aussitôt libérés avec leur courrier intact.

Je crois ce système excellent et ultra rapide. A noter que nous ne fournissons dans ce marché aucun renseignement aux Français.

4) Mme D. (316), vu le travail de son mari, je lui fais donner par *Luc* 2.000 Frs belges par mois. Elle reste seule avec deux enfants. Je continuerai jusqu'à ordre contraire éventuel.

5) *Renseignements : Luc* demande si vous avez des renseignements ou documents que vous voudriez obtenir. Ils seraient très heureux de tenter n'importe quel coup utile.

6) *Communistes : Luc* a établi contact avec eux. Ils demandent du matériel : 500 G.P. avec munitions, 25 mitraillettes, grenades OF et Mills, bombes lacrymogènes, bombes incendiaires à retardement.

Luc pourrait repasser toute activité de sabotage à ces communistes. *Luc* donnerait les ordres, les communistes ne seraient qu'exécutants.

(...)

Ce dernier point du rapport de *Sabot* pourrait surprendre. *Sabot* ferait mieux d'écrire « rétabli le contact ». En réalité, *Luc* est depuis longtemps en rapport avec des communistes et Leclercq lui-même les estimait beaucoup (317) :

(...)

Je me permets d'attirer votre attention sur des groupements communistes, le plus important de Belgique ayant des attaches en Allemagne et connecté par nous, dont nous n'avons qu'à nous louer de leur travail et discipline. Ci-joint rapport à ce sujet (318).

LUC (s.) Leclercq.

La liaison s'est faite en 1941, avant l'arrivée de Jean Cassart, par un jeune résistant, Jean Roch, qui deviendra plus tard chef de Corps des Partisans Armés. En été 1941, il était déjà en contact immédiat avec la direction des PA (Partisans Armés) qui s'organise. C'est « à ce titre » qu'il se présente chez *Luc* :

(...)

Je me présente après un certain temps auprès de cette organisation [Luc] comme représentant de groupes armés. On n'emploie pas encore l'expression PA. Cela ne vient qu'après ! — groupes armés mais qui sont chapeautés par le parti communiste. C'est à ce titre-là ; on est d'accord que chacun reste bien sur ses positions et le but est commun : lutte contre les Allemands. A ce titre, je suis très bien reçu par ces gens, au point que l'on me fait connaître le chef de l'organisation nommé Leclercq (319).

La liaison continue donc sous *Cinq*, qui remet à son adjoint cette « Ligne Rouge », mais *Luc*, sans matériel, cessera ses activités de sabotage. Dès lors les voies divergeront.

---

(316) Epouse du sous-officier D., auteur de la fusillade de Grand-Halleux (voir *supra*, p. 80).

(317) *Rapport sur l'organisation « Luc »*, Londres, 24 juin 1942.

(318) Non retrouvé.

(319) Entretien Jean Roch, 1975.

Apparemment satisfait, *Cinq* rentre en Belgique, après un voyage qui « s'est effectué dans les meilleures conditions ». Il voit *Walter* — les contacts entre *Zéro* et *Luc* restent constants au niveau des chefs de réseaux — et donne à *Sabot* différentes nouvelles banales du service ([320]). Par contre, huit jours plus tard, dans une lettre du 30 avril, le ton a complètement changé : pour la première fois l'impatience se fait jour, d'autant plus que certains semblent juger bien infructueux son voyage dans le Midi :

> Mon cher Sabot,
>
> Nous sommes très heureux des félicitations reçues de Maud ([321]) mais cependant il est à remarquer que cette dernière nous néglige et ne semble nullement disposée à donner suite aux demandes répétées de la part de notre service.
>
> En effet, voilà exactement quatre mois que nous réclamons un piano, trois mois un petit message (BBC) et plus d'un mois du matériel de S. Sabotage ([322]). Jusqu'à ce jour, rien de tout cela ne nous est arrivé. La chose n'est guère encourageante, croyez-moi ! Je crois pouvoir dire que nous fournissons le maximum. La contrepartie, très minime celle-là, et qui doit venir de Maud se fait attendre. A la moindre demande de cette dernière, nous nous empressons de répondre. Pourquoi la réciprocité n'est-elle pas vraie ?
>
> D'autre part, il me revient de plusieurs sources que des demandes formulées par des services analogues, de loin moins importants que le nôtre, reçoivent des réponses sur-le-champ, car il arrive fréquemment qu'un message demandé par ces organisations soit émis par la BBC *4 jours après sa demande...* Il y va de l'intérêt du service de stimuler, de temps à autre, les agents. Pour certains, le doute s'installe. Les réflexions entendues sont multiples et redoublent d'intensité et ce, après mon voyage. L'on se demande à juste titre d'ailleurs, si le service Luc a quelque crédit auprès de Maud.
>
> (...)

Nous savons que ce crédit existe, que *Luc* est considéré par la Sûreté comme « le principal réseau de recherche de Renseignements militaires en Begique » ([323]), qu'un radio a déjà été envoyé, sans succès, *Béret* ([324]), qu'un autre se prépare ([325]). Mais *Cinq* ignore ces avis et ces initiatives, comme il ne sait pas comment les Anglais eux-mêmes, pourtant avares de compliments, ont jugé « Luc », Georges Leclercq, à son arrivée à *Patriotic School* :

---

(320) Lettre à *Sabot*, 23-4-1942. Notons pourtant l'embarras de *Luc* après l'échec de St-Nazaire. Que devraient faire ses agents de la côte en pareille éventualité ?

(321) « Londres », les deux termes sont aussi vagues l'un que l'autre : gouvernement ? Sûreté ? Britanniques ? L'ensemble ? *Maud* est une entité très commode : si je le signale ici c'est parce que je pense que cette abstraction (« cette dernière ») énerve peut-être un peu *Cinq*, comme elle en irritera d'autres ; des félicitations signées Administrateur Lep (Lepage), Cap (Nicodème) ou Page, plus personnelles sont bien plus encourageantes.

(322) Le service sabotage de *Luc* avait été signalé ARRETE MOMENTANEMENT FAUTE MATIERES, lors du départ des premiers chefs du service (Câble de *Speed*, 22-2) ; *Sabot* a câblé le 20 mars : LUC SABOTAGE DEMANDE URGENCE PASTILLES EMERI POUR CAMIONS ALTIMETRES (...) ; il avait prévenu *Luc* dans une lettre du 14 : (...) *Je câble pour le matériel saboteur demandé.*

(323) Voir *supra*, p. 58.

(324) Parti le 3 mars (voir *supra*, p. 97).

(325) *Botte* ; voir *infra*, p. 109.

(...)

16) *On arrival at the airport of Shannon they took another 'plane which brought them to Poole in England and from there they were sent to the R.V.P.S.* (326).

SPECIAL POINT :

17) *This man, together with CAUVIN, was responsible for building up a large secret organisation in Belgium and his name therefore should be well known to the Belgian Security in England.*

CONCLUSION :

18) *This man makes a very good impression and would appear to have performed extremely valuable work in Belgium. He obviously has a great deal of information which would be of interest to M.I.19, M.I.6 and S.O.2* (327).

19) *As his activities would appear to be capable of being easily checked up through reference to the Belgian Security, the interrogation of this man was not carried out is very great detail and it is suggested that the additional information, which he is perfectly willing and ready to divulge, would be of greater interest to the organisations mentioned above.*

RECOMMANDATION :

20) *It is recommanded that after his case has been checked up with the Belgian Security and after he has given additional information to the other organisation, that he should be released to continue service for the Belgian Government.*

Quant aux messages personnels de la B.B.C., nous verrons que *Luc* en recevra un le 15 mai. Mais ils sont devenus rares pour une raison très simple. A cette époque un certain nombre de réseaux, particulièrement de « Sabotage » ou de « Propagande », sont pénétrés par l'*Abwehr,* et malgré les précautions prises (328), parmi les radios arrêtés il en existe qui « travaillent sous contrôle » (329). Ils constitueraient dès lors un très grave danger car les messages personnels demandés par eux pourraient « authentifier » et cautionner les agents provocateurs. *Luc* (330), ne disposant pas de radio, ne peut recevoir directement de messages à ce sujet, comparables à ceux qui sont envoyés à *Zéro* via *Roll* (13 et 23-4) :

VEUILLEZ DIRE SI MESSAGES POUR BBC SONT POUR VOUS SEUL STOP DANS L'AFFIRMATIVE NOUS LES TRANSMETTRONS STOP (...).

---

(326) *Royal Virginian Patriotic School* : c'est là que l'on procède à l'interrogatoire des nouveaux arrivants.

(327) Branches du *Military Intelligence* et du *Special Operations* dont nous ignorons le rôle spécifique.

(328) Les *security checks* se multiplient et seront de plus en plus sophistiqués.

(329) Moins connues, parce que beaucoup moins étendues qu'en Hollande, des affaires de radio « retournés » se sont passées, ici comme ailleurs.

(330) Pour *Luc,* outre celui du 15 mai (*Félicitations à tous les Lucs*), il en passera un autre le mardi 19 août : *Bravo pour les amis de Juliette,* mais il avait été spontanément annoncé pour *Luc, Sabot* lui conseillant *de prévenir à l'avance les agents que le message est pour eux* (lettre du 8 juin). « 5 » s'étonnera de ne pas avoir entendu le message : la liaison de ce fait paraît lente et cause une fâcheuse impression sur les agents (lettre à *Sabot,* 8 juillet).

(...) N'AVONS PAS ENVOYE TOUS MESSAGES PAR BBC STOP PLUSIEURS D'EUX ETAIENT DEMANDES PAR SERVICE SABOTAGE STOP NOUS CRAIGNONS QUE AGENTS BOCHES FONT DEMANDER MESSAGES PAR BBC POUR ATTRAPER NOS DEVOUES (...).

Le 6 mai, Londres transmet par *Speed,* le radio de *Sabot,* ce télégramme chiffré destiné à *Luc.* La personnalité de ceux qui l'expédient donne plus de poids encore aux félicitations décernées. De plus il annonce, une nouvelle fois, l'arrivée du radio tant espéré :

POUR LUC DE LEP ET MAJOR (331) STOP VOTRE SERVICE RENSEIGNEMENTS NOUS REND SERVICE ENORME STOP ORDRE FORMEL POUR SECURITE VOUS ET VOS DEVOUES STOP RIEN A FAIRE AVEC SABOTAGE NI SABOTEURS NI WENDELEN (332) STOP LES VRAIS PATRIOTES NOUS SERVENT AU MIEUX EN NOUS ENVOYANT RENSEIGNEMENTS STOP NOUS ENVERRONS PIANO CHEZ VOUS MESSAGE TERMINE.

Malheureusement, avant que ces bonnes nouvelles n'arrivent à *Cinq,* à qui elles sont seules destinées (333), une semaine au moins va passer... et *Cinq* aurait bien besoin de ces encouragements tout de suite car il se trouve confronté à un cas difficile, prologue d'un drame qui, latent, va bientôt éclater.

En effet, le hasard fait curieusement les choses ; c'est ce même 6 mai que « 5 » écrit à *Sabot* une lettre très grave : il a des ennuis avec « adjoint » *Police.*

On se souviendra que lors du départ de Leclercq et Cauvin pour la Grande-Bretagne il avait été décidé que *Police* (et ses hommes) s'occuperait du secteur sabotage, *Cinq* gardant pour lui les anciennes lignes-renseignement. Ce *modus vivendi* offrait au moins cet avantage de cloisonner, autant que possible, les deux types d'activités. Nous n'épiloguerons pas sur le fait qu'il eût été plus clair de trancher définitivement comme Londres semblait le désirer d'ailleurs. Plus clair et beaucoup moins dangereux ! Alors pourquoi cette ambiguïté longtemps maintenue ? Il est possible d'émettre deux hypothèses. La première est que, sur ce point, la « religion » de la Sûreté — soutenue par l'I.S. — n'est pas encore bien établie, ballottée qu'elle est entre les diverses tâches qui lui sont confiées et tiraillée par la concurrence du S.O.E. et de la

(331) C'est-à-dire M. Lepage, l'Administrateur S.E., et le Major Page, responsable S.I.S. pour la Belgique.

(332) Envoyé S.O.E. le 28 janvier, mission *Mandamus.* Comme toujours, le télégramme est évidemment codé — il n'empêche que la présence d'un nom réel est une faute grave, heureusement très rare.

(333) Le fait qu'il n'est question que de renseignement et l'expression « vous et vos dévoués » l'attestent.

2e Direction du Ministère de la Défense nationale ([334]). La seconde hypothèse est que *Luc,* avant son départ, n'a pas voulu voir son œuvre démantelée et la « famille » *Luc* séparée.

Malgré le texte pourtant explicite du télégramme du 6 mai cité plus haut, il existe donc bien deux branches. Ce que Londres sait d'ailleurs très bien.

La gravité du problème qui va se créer entre les deux « successeurs » vient d'un fait simple : pour faire du sabotage, du moins à un niveau qu'avait laissé espérer la mission Cassart, il faut du matériel et, malgré de nombreuses demandes, ce matériel ne vient pas et le SERVICE (...) ARRETE MOMENTANEMENT FAUTE MATIERES ([335]).

Bon prince, *Cinq* a donc abandonné volontairement à *Police* une partie des sources de renseignements, notamment la Magistrature et la « ligne » rouge ([336]) « milieu dans lequel ses nombreuses relations devaient lui faciliter considérablement la tâche ». Cela étant, *Cinq* déclare à *Sabot* s'être « complètement désintéressé de cette partie du service ». Mais il finit par se rendre compte que « les renseignements transmis par *Police* ont toujours été d'abord peu nombreux et ensuite peu intéressants, ce qui ne corespondait nullement avec ce que ces lignes remettaient ordinairement à Cauvin ». En plus de ce manque de rendement, *Police* se montre très « curieux » pour tout ce qui concerne l'organisation du service, cherche les occasions d'entrer en contact avec *Walter,* le chef de *Zéro,* « ce que ce dernier évite dans la mesure du possible », se fait appeler Luc II, ce qui amène évidemment des confusions et « un certain trouble dans le service, car pour tous les agents, le successeur de *Luc* s'appelle 5 ». En fait, « il est manifestement prouvé que *Police* essaye d'accaparer la direction totale du service comptant, pour ce faire, demander l'appui de *Walter* ». *Cinq* n'a pas cru nécessaire de prévenir *Sabot* de ses soupçons. Mais il a reçu, inopinément, la visite de Mme Cauvin qui lui a parlé de « l'activité fébrile qui régnait au Palais où tous semblaient se dévouer corps et âme pour le service ». *Cinq* a évidemment sourcillé puisque son adjoint lui raconte depuis des semaines qu'il n'y a plus grand-chose à espérer de la Magistrature à cause du départ de Cauvin. Il a alors chargé Mme Cauvin de mener une enquête discrète et c'est ainsi qu'il apprend « que régulièrement chaque semaine des documents et plans, dont certains très importants paraît-il,

(334) Rappelons que la mission Cassart est d'initiatives S.O.E.-2me D., la Sûreté étant à peine au courant. Par ailleurs, les rapports Sûreté-I.S. sont dès le départ confiants et le resteront. Par contre, il faudra attendre 1942 pour le S.O.E. collabore sans réticence. Le procès-verbal d'une *Réunion nº 7 du 24 février 1942* groupant toutes les parties (S.O.E., S.I.S., S.E., M.D.N.) se termine par ces phrases : *Lorsqu'un citoyen belge s'adressera aux autorités britanniques pour être chargé de mission, il sera dirigé sur la S.E.* (...) *L'envoi en mission se fera de commun accord.*

(335) Voir *supra,* p. 102 ; la note sur l'*Année 1941* du 2-4-1942 donne une explication pour janvier : *entravées par les conditions atmosphériques* ; mais *Luc* continuera à demander du matériel : il persévérera inlassablement jusqu'à fin juin : télégramme 129 de *Speed* : (...) LUC DEMANDE MATERIEL SABOTAGE A PARACHUTER MANHAY (...).

(336) C'est-à-dire les rapports avec les communistes, voir *supra,* p. 101.

ont été remis à *Police* ». Questionné, ce dernier finit par avouer qu'il communique tout cela à *Zéro,* ce que *Walter* nie formellement.

Pour couronner le tout, *Cinq* a appris que *Police* a gardé, sans lui en faire part, une somme de 50.000 frs sur les 250.000 frs que Londres avait envoyé à *Luc* via *Walter.* Voici des faits graves que *Cinq* croit devoir faire connaître à *Sabot.* Toujours selon lui, l'enquête continue.

En fait, la situation s'est dégradée lentement mais *Cinq* se décide à faire part *maintenant* de son inquiétude en raison de la présence à Bruxelles de *Max,* l'adjoint principal et très écouté de *Sabot.* C'est lui notamment qui assure les contacts avec les réseaux de Belgique ([337]) :

> (...)
> *Liaison Belgique*
> Je conserve Max à cet effet. Il y a toujours des points en suspens. Max passe toujours sans jamais rien avec lui et ne risque que d'être refoulé. Il est indispensable de conserver cette liaison car cela met les Belges en confiance. Nous solutionnerons par ce moyen rapidement tous les petits détails de service entre eux et nous. (...) ([338]).

Il ne s'agit plus de « petits détails de service » pour *Cinq* ([339]) et la présence de *Max* lui a donné l'occasion de le consulter sans doute le 4 mai. C'est d'autant plus important qu'il sait que son concurrent *Police* a déjà rencontré l'envoyé de *Sabot* lors d'un précédent séjour de celui-ci en Belgique et cela sans le prévenir. Cette fois, *Cinq* ne veut plus être « court-circuité ». Il écrit et voit donc *Max.* Après cette rencontre, ce dernier se présente alors inopinément ([340]) au domicile de *Police* pour lui demander des explications. *Max* donne un compte rendu de l'entrevue ([341]). Comme il fallait s'y attendre, « l'accusé » sans citer de griefs précis critique vivement « 5 », « prétentieux et revenu avec des airs de matamore » après avoir rendu visite à *Sabot* en avril à Montpellier ([342]). *Max,* avec beaucoup d'impartialité, juge que les deux dirigeants « n'ont pas des caractères faits pour s'entendre ». On ne peut les subordonner l'un à l'autre. « La solution d'une scission en deux lignes distinctes (...) donnerait satisfaction aux deux plaideurs ». Et *Max* termine ainsi son rapport à *Sabot* : « Tous deux sont d'accord pour soumettre leur

---

(337) *Max* est né en 1913 ; c'est un ingénieur civil ; il a dirigé un centre d'hébergement en France Libre puis est devenu adjoint de *Sabot* en octobre 1941. Remplaçant éventuel, *Max* effectue aussi de nombreuses missions de contact en Belgique, malgré l'avis de Londres (voir *supra,* note 277). Arrêté en janvier 1943, il a disparu en Allemagne.

(338) Rapport de *Sabot à Londres,* 11-4-1942.

(339) Il est loin le temps où le courrier était signé *Luc 1 + 1* !

(340) *Police* vient de déménager et « 5 » a fourni à *Max* sa nouvelle adresse ; pour l'impressionner *Max* ne fait pas état de ce fait afin de laisser croire que, du Midi, *Sabot* possède les moyens de *faire surveiller les déplacements* de ceux qu'il dirige de si loin !

(341) Lettre de *Max,* Bruxelles, 5 mai 1942. Dix jours plus tard, *Sabot* a ajouté de sa main, avant de transmettre à Londres : *Vous voyez combien mon petit Max m'aide bien. Il mérite sa deuxième étoile* (1er Lieutenant). *Je compte sur vous* (14-5-1942).

(342) Voir *supra,* p. 99.

différend à votre arbitrage ». Ce qui prouve bien une réelle influence sur les réseaux de Belgique.

Curieusement Londres, tout en n'étant évidemment pas au courant de ces tiraillements, est également pour des raisons de simple sécurité en faveur d'une stricte séparation mais toujours sans abandonner l'idée d'un *Luc*-Renseignements/*Luc*-Sabotage. On donne cependant la priorité au premier. C'est ce que montre le câble envoyé à *Speed* le 8 mai soit deux jours après la lettre de « 5 » à *Sabot* :

> ENVERRONS RADIO AU CINQ — STIPULONS POUR SERVICE LUC PRIMO RADIO PROCHAINE AU CINQ PR RENGTS SECUNDO QUE CINQ INDIQUE AUTRE ADRESSE ET NOM POUR LUC SABOTAGE RECONNECTERONS ALORS STOP EXIGEONS CLOISONS ETANCHES ENTRE EUX MAIS TOUT COURRIER LUC PAR CINQ STOP NE PAS TOUCHER CATHERINE (343) AUTRE SERVICE.

Cette promesse de l'envoi de radio, jointe à un message personnel que tous peuvent entendre le 15, « Félicitations à tous les Luc » (344), devraient détendre l'atmosphère et favoriser la « bonne entente » que *Sabot* prône, ce même 15 mai, dans l'avis qui lui a été demandé :

> Mes chers Cinq et Police,
>
> Je crois utile d'intervenir personnellement dans vos services mais uniquement pour concorde et unité. Vous savez le résultat obtenu par votre admirable grand patron (345). Ma consigne est simple. Luc doit rester unique, il doit même toujours faire mieux. Pour arriver à ce résultat, faites tous deux abstraction de votre personnalité, ne soyez ni CINQ ni POLICE, soyez simplement LUC.
>
> Avec votre ancien patron, nous avons convenu 5 = Rens. et Police : Sabotage. Tâchez de réaliser parfaitement cette séparation mais aidez-vous tant que vous pourrez (...).
>
> Merci de tout cœur à tous les deux de votre confiance à me soumettre cet incident. Dès que quelque chose ne va pas, confiez-vous tous les deux à moi. Je suis habitué ; je me trouve toujours entre le marteau et l'enclume. Que de scissions, de mésententes de caractères, de démêlés (...) C'est inouï. Mais tous m'ont toujours aidé si magnifiquement. Il n'y a pas de service Sabot mais une famille Sabot très unie. Résultats 150 colis par mois (...) et renseignements : en 3 semaines de Bruxelles à Londres.
>
> Bon courage à tous les deux, à tous ceux qui vous aident. Vive Luc tout court !

On voit que *Sabot* n'a pas tenu compte de l'avis de *Max* — espérant peut-être malgré et contre tout un arrangement ; plus simplement, il n'a sans

---

(343) Mission *Manfriday*, sabotage.

(344) B.B.C., émission belge de 21 h 15. Ce message est évidemment « répercuté » ; ainsi pouvons-nous lire dans la seule note conservée envoyée par « 5 » à son chef de secteur de Bruges : *La confiance que nous témoigne notre gouvernement doit se justifier une fois de plus* (...) *Adoptons la devise : « Aujourd'hui beaucoup, demain plus encore ».*

(345) Georges Leclercq a fait grosse impression sur *Sabot* : *Luc est un homme épatant, sérieux, prudent, réfléchi ; je suis en admiration devant lui* (rapport *Sabot*, 24-2-1942) ; *Luc m'a laissé une impression formidable, c'est un chic type 100 %* (*Sabot* à *Cinq*, 4-3-1942).

doute pas encore reçu cet avis. L'histoire de la clandestinité, ou plutôt des relations clandestines, est souvent difficilement compréhensible si l'on ignore ces délais d'acheminement. Nous savons quand un message part, très rarement quand il arrive. Le problème est plus difficile encore quand il s'agit de communication entre l'Angleterre et la Belgique et que le message est codé. Il arrive donc très souvent qu'une situation a complètement évolué quand arrive la réponse à la question qu'elle posait.

⁂

Comme il y est tenu, *Sabot* prévient Londres, par *Speed*, des « tiraillements », mais le 19 mai seulement, et propose de confirmer la distinction nette des deux activités par un câble qui se termine par... CONSULTEZ VIEUX LUC — URGENT.

Sans doute *Sabot* n'est-il pas assuré de l'effet de sa lettre et, moins confiant qu'il ne veut le laisser paraître, il demande par deux fois de nouveaux encouragements pour *Luc* : dans son rapport n° 37 du 18 ([346]) et par un câble *Speed* du 21 mai ([347]).

Un événement nouveau intervient : la venue à Montpellier de *Police* qui arrive à convaincre *Sabot* d'une nouvelle répartition des tâches, exposée dans un câble *Speed* arrivé à Londres le 1er juin. Le voici tel quel :

> POLICE LUC ICI JE SUGGERE RECRUTEMENT COLIS ENVOI ET RECEPTION COURRIER ET MATERIEL A DEUX. CINQ SPECIALISER RENS MILIT EXAMEN COURRIER REXETVNV TRAFIC CE RESEAU REQUISITIONS BOCHES. POLICE SPECIALISE RENS ECONO POLIT ET FINAN. CHACUN METTRE AUTRE AU COURANT AUCUN SABOTAGE CHEZ LUC. (...).

Ce projet de division du travail est, heureusement, plus clairement exposé dans le rapport n° 39 du 30 mai :

> V. *Service LUC :*
>
> Police est venu me voir. Je lui ai donné les directives de séparation ci-dessus :
>
> 1) Envoi et réception du courrier : tous les deux.
> 2) Recrutement des colis : tous les deux.
> 3) Renseignements militaires : Cinq.
> 4) Renseignements économiques : Police.
> 5) Renseignements politiques : Police.
> 6) Renseignements financiers : Police.
> 7) Sabotage : aucun des deux.
> 8) Radio : si possible chacun un piano et un opérateur.
> 9) Courrier Rex et V.N.V. : Cinq.
> 10) Trafic S.N.C.B. : Cinq.
> 11) Trafic fluvial : Cinq.

(346) Du 18 : (...) *La ligne Luc est splendide* (...) *une note personnelle ou un message BBC...*

(347) LUC DECOURAGE PAS SOUTENU PAR VOUS NE RECOIT PAS PIANO ET MATERIEL SABOTEURS POURRIEZ-VOUS DONNER URGENCE BBC MESSAGE (...).

12) Réquisition des Boches : Cinq.
Collaboration et aide mutuelle, chacun mettant l'autre au courant de ses domaines particuliers.

Pendant ce temps, deux lettres se croisent, illustrant bien les problèmes que posent les difficultés des communications clandestines même quand il ne s'agit que de la Belgique et la France non-occupée. La première est de *Sabot,* le 23. Il espère que la solution du partage des renseignements est agréée par « 5 » ([348]). La seconde, le 25, de « 5 » à *Sabot,* montre que la tension ne fait que grandir :

(...)
19) De nouveaux faits aggravent la situation existant déjà au sujet de Police, son honnêteté devient plus que douteuse. Walter même se montre méfiant (...) Police est revenu de son voyage et m'a demandé une entrevue.
(...)

Londres, pas encore au courant de l'évolution de la situation ([349]), cautionne, par un câble du 30, la solution primitive : séparation Renseignement/Sabotage mais annonce surtout une grande nouvelle :

VOS SUGGESTIONS POUR POLICE LUC TRES BIEN MAIS EXIGEONS ENTENTE PARFAITE METTEZ TOUT O.K. ENTRE EUX DEUX STOP PIANO LUC PARTI CE JOUR CHEZ EVRARD ([350]) RENVERRONS AUTRE MOIS PROCHAIN MEME ADRESSE STOP.

⁂

PIANO LUC PARTI . . .

Il a pour nom de code *Botte.* Sous-officier de carrière, évadé, il est rentré en Belgique le 31 janvier 1941, part pour la France et passe en Afrique du Nord. Il arrive finalement en Angleterre le 6 janvier 1942. Il se met à la disposition de la Sûreté le 27 ; il sera parachuté avec le radio *Bruce* ([351]) dans la nuit du 28 mai ([352]).

Son ordre de mission daté du 15 mai et construit sur le même schéma que celui de *Béret* ([353]) est cependant moins vague quant à ceux à qui il doit s'adresser. Tout d'abord il a une adresse de contact, celle d'Evrard, un agent

(348) *Mes chers Luc et Police,*
J'espère que vous serez tombés d'accord ensemble sur ma proposition à Police : un seul service, chacun son activité, tous les deux au courant de tout (...).
(349) Une fois encore on voit combien tout cela est difficile. On se croirait revenu au temps où les Ordres du Roi d'Espagne arrivaient à Albe complètement irréalisables !
(350) Concierge du Ministère de la Justice, voir *infra,* note 354.
(351) Pour le service *Clarence* ne parviendra pas à établir le contact radio.
(352) La pleine lune est le 30.
(353) Voir *supra,* pp. 95-96.

Luc de la première heure, concierge du Ministère de la Justice où travaillait Georges Leclercq ; telle sera désormais l' « adresse poulets » du service (354). Il a aussi un mot de passe convenu (355) : « Il demandera Luc Patron ». Enfin, et surtout, son ordre mentionne bien — sans doute pour éviter le renouvellement de l'incident *Béret*-Cuvelier — il « doit se mettre à la disposition du « 5 » Service Luc ». Il est porteur « d'instructions précises » (356) pour *Luc* et d'une somme de 150.000 F qu'il « voudra bien remettre à Luc en personne ». Il servira uniquement de radio, la recherche du renseignement lui étant absolument interdite. Il ne sera connu que du chef du Service et lui-même possédera l'adresse de 3 ou 4 membres munis d'un mot de passe déterminé. Les communications radio doivent « être limitées au strict minimum ; réservées aux informations importantes et contrôlées ; à des demandes de précisions nécessaires pour la bonne marche de l'organisation ». On voit que l'on commence à prendre très au sérieux les adversaires du contre-espionnage et la *Funkabwehr* (repérage goniométrique) qui font du métier de radio clandestin le plus dangereux qui soit (357).

⁂

On se doute de la joie que l'arrivée de *Botte* avait pu causer à « 5 » — il attend depuis si longtemps ! —, il la communique à *Sabot* le 3 juin (358) :

> (26) Ai le très grand plaisir de pouvoir vous annoncer l'arrivée de *notre* poulet et son radio. Par lui j'ai la confirmation de la solide réputation dont le service jouit auprès du Major (Page) (...) Je vous prie de croire que nous redoublerons d'efforts pour maintenir le prestige que nous avons acquis. Nous n'en sommes qu'à nos débuts et nous ne cesserons d'étonner (...).

Dans ce rapport, cependant, *Cinq*, pour des raisons que je ne parviens pas à m'expliquer — car peut-on espérer dissimuler pareil accroc ? — ne parle pas des incidents cette fois très graves qui l'ont opposé à *Police*.

L'affaire a, en effet, éclaté, au sens littéral du terme. Le 26 mai, *Police* fixe un rendez-vous à *Cinq* pour régler leurs différends, qui d'après ce que l'on peut savoir portent bien entendu sur des questions de personnes et d'intérêts mais aussi de service ; *Police*, ingénieur, brillant technicien, voulant

(354) Après avoir « réceptionné » *Boris*, le futur chef de *Marc*, il sera arrêté par la G.F.P. avec « 5 » et plusieurs autres dirigeants, le 9 octobre 1942.

(355) ENVOYEZ RADIO ANNONCE CHEZ CONCIERGE MINISTERE DE LA JUSTICE MOT PASSE LUC PATRON (câble de *Speed*, 13-4-1942).

(356) Non retrouvées ; mais un câble adressé à *Speed* le 3 juin mentionne : DIRECTIVE DONNEE A EMISSAIRE LUC EST ENTENTE ; entre « 5 » et *Police*, nous le verrons, c'est trop tard !

(357) *Speed* prévenant de l'accident survenu à *Roll*, radio de *Zéro* qui échappe de justesse à l'arrestation et perd poste et code, câble le 19 mai : BOCHES DOIVENT AVOIR NOUVEAU MOYEN D'ECOUTE MUSIQUE DEVIENT GRAND DANGER. Dans le cas de *Botte*, l'ordre de mission dit : *s'assurera avec Luc si la région de Charleroi ne paraît pas plus favorable aux émissions. Il nous semble* (...) *que la région de Bruxelles est fortement surveillée.*

(358) *Sabot* câblera le 11 via *Speed* : PIANO LUC BIEN ARRIVE.

non seulement commander mais aussi « rationaliser » à sa manière. La rencontre est mouvementée, un coup de feu claque. Il mettra fin à la « collaboration » *Cinq-Police*.

Le 6 juin seulement, la nouvelle de cette entrevue dramatique parvient à *Sabot* via *Walter*, chef de *Zéro*. Dans son rapport n° 40 à Londres, *Sabot* rend compte :

> Walter m'apprend qu'il y a eu la vraie guerre. Police et Cinq se sont disputés (...) ne peuvent plus collaborer (...).
>
> Dans ces conditions, je laisse Cinq à sa place comme chef de la ligne Luc mais en le plaçant sous l'autorité morale de (...) [Magistrat] qui était le fournisseur principal des renseignements administratifs pour le service Luc (...).
>
> Je vais régler cet incident par l'entremise de (...). Je séparerai les deux antagonistes, diviserai leur fortune suivant les besoins de chacun (...) et j'aiguillerai doucement POLICE vers une voie de garage où il ne pourra pas nuire (...).

Le jour même, *Sabot* écrit en Belgique à *Cinq*, *Police* et au juge X. Nous avons la bonne fortune de posséder ces lettres. Dans la première, *Sabot* se dit évidemment « vraiment peiné de la gravité de l'incident » mais ne laisse pas apparaître sa décision déjà prise de le considérer en fait comme le seul chef de la Ligne :

> Le mal est fait ; occupons-nous uniquement de le réparer. J'envisagerai la situation uniquement en vertu de notre devoir patriotique à tous.
>
> 1) Vous devez vous séparer immédiatement.
>
> 2) Je vous mets tous deux sous le contrôle moral supérieur de X.
>
> (...)
>
> 4) Conserve pour toi exclusivement tous les agents qui jusqu'ici ont travaillé avec toi et notamment le domaine militaire, courrier substitué ([359]), trafic ferroviaire, le recrutement et l'envoi de colis, expédition du courrier.
>
> (...)
>
> 8) RADIO : Le radio envoyé chez Evrard est pour toi (...) ([360]).
>
> (...)

Police conservera pour lui les personnes qui travaillaient avec lui et enverra à « X » son courrier sous pli scellé. Donc, à ce moment, pas d'élimination de *Police* mais un frein à son recrutement au sein du réseau dont *Cinq* garde au fond l'essentiel à ce moment : le contrôle des renseignements militaires ([361]) et la transmission radio.

---

(359) Il s'agit d'une opération commencée dès le début par les premiers *Luc* et que Georges Leclercq cite d'ailleurs en premier lieu dans son rapport à Londres du 24 juin 1942. Il a selon lui débuté en mars 1941, occupait une trentaine d'employés des postes et a un but de contre-espionnage, de repérage de la collaboration principalement économique et de détournement des mandats adressés aux gens « à la solde de l'Allemagne ».

(360) Il s'agit évidemment de *Botte* parachuté le 28 mai.

(361) Dans son rapport 43 (28-6), *Sabot* écrira se référant à une conversation ou à une lettre à « 5 » : *Inutile de te rappeler que ce sont avant tout les renseignements militaires qui sont les plus intéressants.*

La seconde lettre à *Police* est écrite presque dans les mêmes termes. Il n'y est évidemment pas question de radio ; quant aux agents *Sabot* écrit :

> 5° Conserve pour toi exclusivement tes agents personnels avec lesquels tu as été en contact jusqu'ici (...) (362).

La troisième lettre remercie « X » de ce qu'il pourra faire pour « étouffer l'affaire » et couvrir dorénavant de son autorité morale et de son impartialité « le service Luc tout entier pour que cette merveilleuse organisation ne périsse point ». Quant aux appréciations qu'il émet sur les deux protagonistes, le moins que l'on puisse en dire est qu'elles sont très nettement favorables à *Cinq*. « X » fera le « travail » qui lui était demandé. « J'ai trouvé en sa personne », écrira *Cinq* (363), « un appui bienveillant et un conseiller des plus précieux ».

La première conséquence de cette affaire — qui ne trouvera son épilogue que plus tard, après l'arrivée de *Boris* — est bien sûr de lever une ambiguïté qui ne pouvait qu'être néfaste et, peut-être surtout, de régler définitivement le problème sabotage au sein du Service : le second radio prévu pour ce type d'activité, encore promis le 3 juin (364), ne sera évidemment jamais parachuté. Le second résultat, plus important que le premier, est évidemment de priver « 5 » des services de *Botte* qui, arrivant dans une telle corrida, ne travaillera pas pour lui, ou fort peu (365). Il regagnera l'Angleterre en novembre 1943 après un séjour de plusieurs mois dans les prisons et camps espagnols. Interrogé à Londres, il déclarera, à propos de *Luc* :

> (...)
>
> Je me suis rendu à Bruxelles où Paul (de Roubaix) m'a amené mon matériel (...). A Bruxelles, j'ai contacté *Luc 5* qui en ce moment était en pleine bagarre avec *Police* (...) *Luc 5* m'a logé chez n° 1 où je suis resté 4 jours. Je fus mis ensuite avec Tom n° 2 qui a trouvé une pension pour moi à Bruxelles où j'étais installé avec de faux papiers.
>
> (...)

C'est donc principalement en raison des circonstances que *Botte* reconnaît « avoir fait dans ce service un mauvais départ ». En fait, son premier message sera pour annoncer qu'il désirerait passer dans un autre service, ce que Londres acceptera le 6 juillet (366).

---

(362) *Police* fut rappelé en Grande-Bretagne (8-1942). Il quitta Bruxelles début octobre pour Lyon, mais ne poursuivit pas son voyage n'obtenant pas de passeport. La plupart de ses agents belges furent rattachés à *Marc* sous le terme *Service Jean* en novembre. Quant à *Police* lui-même, il devint agent de *Sabot* puis du P.C.B. (Poste de Commandement Belge).

(363) *Cinq* à *Sabot*, 28-6-1942.

(364) Message à *Speed* : (...) RENVERRONS SI ACCORD VOUS ET LUC AUTRE PIANISTE FIN MOIS POUR POLICE (...).

(365) Dans son premier rapport à la Sûreté (4-7-1942), *Boris*, futur chef du service, écrit : *Botte fait toujours plus ou moins partie de l'organisation.*

(366) Il ne s'agit en fait de l'aboutissement d'une très curieuse histoire qui montre bien la vie difficile et précaire d'un réseau : fin 1941 naît le service *Beaver* (*Beaverpool*

L'affaire *Police* n'aura pas en tout cas empêché le travail de continuer comme le note *Sabot* dans son rapport 41 du 13 juin et « le courrier est arrivé régulièrement toutes les semaines ». Quant à la défection de *Botte,* elle n'aura de conséquences car *Boris,* l' « adjoint-tuteur » de « 5 » (367), futur chef du service — après la grande casse du 9 octobre (368) dans *Luc* devenu *Marc* (369) — est en Belgique depuis le 26 juin 1942. Avec son arrivée commence une ère nouvelle, glorieuse et tragique (370) qui amènera le réseau à un état de quasi perfection au moment crucial des opérations. Mais c'est une autre histoire !

Pour clôturer celle-ci, retenons les félicitations de l'Administrateur à *Luc* — 29 juin 1942 — à propos de renseignements envoyés par le service (371) :

(...)

Nous sommes heureux de saisir cette occasion pour vous dire toute notre reconnaissance pour l'admirable travail que vous faites et pour les nombreux documents du plus haut intérêt que vous nous envoyez constamment. Il ne nous est malheureusement pas possible, spécialement pour des raisons de sécurité, d'accuser réception et de commenter chacun d'entre eux.

---

le radio est parachuté le 26 octobre, *Beaver* l'organisateur le 11 décembre). *Beaver* est arrêté en février 1942. L'un de ses agents gagne alors l'Angleterre et est reparachuté le 22 mai (*Fox*) avec un radio (*Brise*) afin de créer, aux dépens de ce qui existait déjà, le service *Beaver-Baton*. *Fox* est à son tour arrêté le 23 juin et *Brise* se retrouve seul. C'est à lui que va se joindre notre *Botte* pour fonder avec l'accord de Londres le *service B.B.* Avec l'accord de « 5 », il gardera l'agent qui l'avait amené (voir *supra,* p. 109). Il rentre à Londres en avril 1943.

(367) Il conseillera — il est lui un agent formé — organisera et dirigera parfois. Mais « 5 » qui donne toute satisfaction restera jusqu'à son arrestation le 9 octobre le chef nominal de *Marc*.

(368) Il y aura 2 morts et 8 arrestations ; « 5 » sera condamné à mort en juin 1943 et fusillé le 23 juillet 1944.

(369) Ce changement de nom, encore un Evangéliste, intervient non pas comme on le pense généralement après le changement de direction mais, par précaution, après l'arrestation à Aulnois, le 10 juin, de « Raisin » — élève de l'École royale militaire — courrier régulier de *Luc,* avec les nombreux documents qu'il transportait le 10 juin. Otto Weil (voir *supra,* note) confirmera l'importance de la prise : *Vers le mois de juillet 1942, un nommé VIGNOBLE a été arrêté par la police française au moment où il franchissait la frontière franco-belge, en chemin de fer, dans la région d'Aulnois. La police française d'Aulnois ayant ouvert ses paquets a constaté qu'il transportait un important matériel d'espionnage et l'a mis à la disposition des Allemands. J'ai été chargé d'évaluer les documents saisis dans les bagages de cet homme. VIGNOBLE était en réalité un courrier du service de « LUC ». Grâce au matériel découvert on a pu déceler l'existence de plusieurs centaines d'agents travaillant pour le service « LUC » et j'ai pu établir un premier tableau d'organisation de ce service.* Vignoble disparaîtra en Allemagne en été 1943. On le voit, les choses commencent à se gâter à nouveau, d'autant qu'un autre courrier *Luc* « Hiboux » (voir *supra,* p. 43) sera arrêté le même mois, le 26, à Sales de Bearn. Il échappera lui à la mort et sera rapatrié en 1945.

(370) La première arrestation grave survient le 29 juin. Il s'agit de l'agent VN1, militaire de carrière recruté par Georges Leclercq en février 1941 dès sa libération d'un stalag ; il avait eu le grand mérite de raccrocher la ligne *Come*. Il sera rapatrié en 1945.

(371) Via *Sabot* devenu *Muret,* pseudonyme qu'il adopte car il se sait menacé. Il sera arrêté le 28 janvier 1943, trahi par un chef colis « Adolphe de Toulouse ». *Sabot* sera rapatrié en 1945.

ainsi que la lettre signée *Luc* Leclercq dont *Boris* est porteur lors de son parachutage :

Mes chers amis,

Courage ! Votre travail est magnifique ! Nous sommes fiers de vous. Les anciens vous saluent et savent que par votre cran, votre ardeur, votre patriotisme et votre esprit de discipline, vous ferez confiance à celui qui vient vers vous et que vous continuerez en amplifiant encore l'œuvre qu'ils ont commencée avec vous.

Cet ami est porteur de consignes de ses chefs et nous y joignons tous nos vœux.

Restez unis, nous vous félicitons encore, car nous savons que votre travail est extrêmement précieux.

(...)